L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Quatrième année
- N° 161 -
Vendredi
23 octobre 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



La voix de l'autre Amérique

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Votre courrier

DIALOGUE

Après deux années de militantisme soutenu au sein du Parti socialiste français, je voudrais donner mon opinion sur l'engagement socialiste. Peut-être qu'en ma qualité de militant étranger, ma vision diffère de celle de mes camarades français en ce que ces derniers ne se rendent plus compte de la chance extraordinaire qu'ils ont de vivre dans un pays comme la France et d'appartenir au Parti socialiste français.

Au sein des sections et fédérations du Parti règne un désengagement. Les camarades donnent l'impression de ne plus croire aux valeurs fondamentales du socialisme ; ils ne croient plus à la possibilité d'une société d'égalité de droits. Et parce que le doute est la tentation du diable, ils ne veulent pas se lancer dans une bataille qui ne les interpelle plus au fond d'eux-mêmes. Résultat : les quelques camarades qui, comme moi, veulent communier, corps et âme, avec la pensée socialiste, sont stoppés dans leur élan.

En outre, tous les camarades socialistes se veulent des intellectuels, or, plus que jamais, le Parti a en ce moment besoin d'hommes de terrain. Des hommes qui descendent dans la rue, qui vont expliquer et convaincre la population. Les textes socialistes sont bons. Le contrat-programme est parfait. Mais qui va l'expliquer dans la rue ?

Eh oui, j'ai lâché le mot, le combat actuel doit se faire dans la rue, c'est un engagement physique auprès des foules. J'ai étudié l'histoire et je sais que des symboles humains sont indispensables pour concentrer l'énergie des masses. Les gens ne peuvent s'attacher à une philosophie quelconque sans symbole. Ils ne peuvent, par exemple, s'attacher au christianisme avant de connaître le Christ, à la démocratie avant de découvrir Lincoln, Jefferson ou Mitterrand, au nationalisme avant de découvrir Che Guevara, Castro ou Lumumba.

Ce que je veux dire, c'est que les peuples sont souvent amenés à défendre des causes et se consacrent à des grandes idées par l'intermédiaire d'individus qui incarnent ces idées et les transmettent. Il leur faut trouver un ou plusieurs hommes qui incarnent cette idée pour se dévouer à celle-ci.

Le socialisme français atteint cette phase où il faut créer des hommes et des femmes qui incarnent la pensée profonde socialiste et descendent la transmettre dans la rue.

Cela ne doit pas se faire seulement à l'occasion des grands rendez-vous, mais dans la vie de tous les jours. Pour ces socialistes vrais, cela doit être une seconde façon de vivre.

Le socialisme français est vieillissant, les jeunes sont démotivés, les nombreux nouveaux partis politiques : Génération écologie, les Verts, le Mouvement... leur offrent plus d'attrait.

Les réunions de salon ne servent plus à grand-chose. Ceux qui y assistent sont déjà convaincus.

Ce combat dans la rue doit être un combat de reconversion, avec de nouveaux slogans, de nombreux créneaux.

Mais combien de socialistes sont prêts à entrer dans l'arène ? Lors des dernières échéances électorales, la démobilisation des militants a été manifeste. Les mêmes militants distribuent les tracts, collent les affiches, parlent à la population... Ils sont principalement responsables des sections et des fédérations. Que feront-ils le jour où ils perdront leur responsabilité ? Parce que l'actuel combat devra se faire dans la rue, les socialistes convaincus et convaincants devront prendre l'habitude du dialogue : dialogue dans la rue, dialogue sur les marchés, dialogue dans les lieux publics pour expliquer et convaincre.

François Mitterrand a été l'un des premiers à adopter ce genre de combat, d'où sa performance télévisée qui n'a rien ajouté au traité de Maastricht en soi mais a permis au oui de l'emporter, car il a expliqué et convaincu quelques autres. Chers camarades, cessons d'être des "intellectuels" et passons à l'action. C'est la seule façon de mobiliser les foules en notre faveur, tous les jours et non seulement pour les échéances électorales. Pour ma part, je crie haut et fort : "Vive le socialisme."

SERGE MBATA-TSHIANI
Taverny (95).

MAGISTRATURE

Etions-nous naïfs de croire que la magistrature resterait impartiale et n'était instituée et financée que pour défendre l'humanisme et les droits du citoyen ! Ses décisions sur l'affaire Urba en est l'évidente illustration ! La magistrature, à quelques exceptions près, a toujours été rétrograde ; elle a sans cesse soutenu les privilèges. Après les longues années d'étouffement de nombreuses histoires douteuses, un bon coup de balai aurait été bien nécessaire lors de l'arrivée des socialistes au pouvoir. Le gouvernement a été trop timoré. Avec le soutien effectif des travailleurs : des sans-grade, artisans, cheminots, éducateurs, hospitaliers, retraités, et même jeunes, l'insolence des magistrats n'aurait pas pu se manifester si impunément.

NORBERT PAZZINI
Nice (06).

YOUGOSLAVIE

Je me sens à cent pour cent solidaire de la prise de position de la section PS de Malakoff (voir "Vendredi" du 9 octobre) concernant les terribles événements de Yougoslavie mais je m'étonne de la passivité de tout notre Parti et de ses dirigeants devant la résurgence, tout près de chez nous, des idéologies racistes les plus dangereuses et les plus inadmissibles. La télévision nous prodigue plusieurs fois par jour les images de populations civiles méthodiquement assassinées et nous n'élèverions pas la voix ? Je suis horrifiée et scandalisée. Je sais très bien qu'il n'y a pas de solution miracle. Mais je voudrais au moins voir notre Parti poser les bonnes questions et manifester...

HELENE HENRY
Checy (45).

"Vendredi", à son premier numéro (6 janvier 1989), avait reçu un amical signe de sympathie de l'écrivain Michel Tournier. En cousinage de titre, l'auteur fêté par le public de "Vendredi ou la vie sauvage" nous souhaitait bon vent. L'académicien Goncourt vient de nous écrire. Il nous suggère de publier ce poème qu'il a retrouvé dans "l'Œuvre poétique" d'Hervé-Bazin, qui vient d'être édité dans son intégralité (1).

Latéralisation

Ils ont choisi la droite :
C'est le côté du père,
Le côté du prospère
Et du prioritaire
Aux routes du succès.

Ils ont choisi la droite,
C'est le côté du manche,
Celui des bénisseurs,
Celui du coup de sabre
Ou du coup de chapeau.

Ils ont choisi la droite,
C'est le côté du timbre,
Des augustes paraphes,
Des cuisses légitimes,
Du doigt sur la gâchette.

Ils ont choisi la droite
Et ses enfants les droits :
Droit divin, droit des chiens
Et ce droit du plus fort
Frère du plus adroit.

Ils ont choisi la droite,
L'amer côté du foie...
Seigneur que cette part
Ne leur soit point ôtée
Et laissez-nous la nôtre

Car le cœur est à gauche !

Hervé-Bazin

(1) Seuil, 190 p., 95 F.

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57

TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Thierry Mandon
Codirecteur de la publication : François Rebsamen
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Layani / Sipa-Press (couv.) ; F. Origlia / Sygma (pp. 3 et 15) ; Layani / Sipa-Press (p. 6) ; Baudat / Sipa-Press (p. 7) ; C. Avril (p. 10) ; Imapress (p. 11) ; B. Laforet / Gamma (p. 13) ; D.R. (p. 14) ; B. Bisson / Sygma (pp. 16/17) ; G. Ulutuncok / Iaif / Sipa (p. 17) ; M. De Balzac (p. 19) ; M. de L'H. / D.R. (p. 21) ; C.F. / D.R. (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 190.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE

4 *PS : à l'écoute de la base*
5 • *Giscard et Chirac jouent à colin-maillard*
• *Editorial Laurent Fabius*

SOCIETE

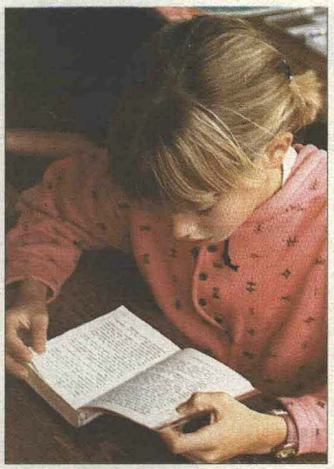
6 *Rigoberta Menchú, la voix de l'autre Amérique*
7 *Les Nobel français*
8 *Maîtrise des dépenses de santé*
9 • *Les Français furieusement lecteurs*
• *Somalie, la belle leçon des petits Français*

ECONOMIQUE/SOCIAL

10 *Un simple changement de tête à la CFDT*

11 à 13 **DOSSIER**
Journalisme

11 *Information, la cote d'alerte*
12 • *Les limites de la liberté*
• *Le cinéma de TF1*



▲ *Les Français lecteurs (p. 9).*



▲ *Journalistes (pp. 11 à 13).*



▲ *Italie (p. 15).*

INTERNATIONAL

15 *Italie : un pays sous turbulences*
16 • *La "déclaration de Birmingham"*
• *Angola : les élections de tous les risques*

VIE PRATIQUE

18 *Concurrence et fraudes*

CROQUIS

19 • *Lettre à...*
• *Virgil Tanase*

CULTURE

21 • *Il y a cent ans, les Amérindiens*
• *Talents et consciences d'Europe*
• *Au bonheur des cinéphiles*
• *C'est dans la poche !*
22 • *Post-scriptum*
• *Film : "Les Nuits fauves"*

INVITE

23 *Ricardo Montserrat*

Le prochain numéro de "Vendredi" paraîtra le 6 novembre 1992.

Claude Estier

16 oct.

15 h 50. France-Inter interrompt ses émissions pour un flash spécial : "François Mitterrand a été pris d'un malaise à Birmingham et a dû être évacué par les services de police." Dix minutes après, la nouvelle est démentie. Un peu plus tard, on nous apprend qu'elle avait été lancée par une radio locale de la BBC parce que le président de la République avait quitté la salle de réunion pendant quelques minutes. Au cours de la conférence de presse qui clôt le sommet des Douze, sa seule présence et l'humour avec lequel il répond aux interrogations des journalistes ("Je suis un homme à résurrection rapide" !) suffisent à démentir définitivement ce qu'on n'appelle plus qu'une "rumeur". Il n'empêche, qu'une fois de plus, les médias, pour ne pas rater un "scoop", ont lancé, sans même songer à la vérifier et sans prendre la moindre précaution (par exemple, l'emploi du conditionnel), une prétendue information qui pouvait être lourde de conséquences. Où cette dérive s'arrêtera-t-elle ?

17 oct.

Le jury du prix Nobel de la paix mérite à nouveau un grand coup de chapeau. Ce n'est pas la première fois qu'il couronne une personnalité en lutte contre les autorités de son pays (par exemple Andreï Sakharov en 1975, Lech Walesa en 1983 ou Desmond Tutu en 1984). Mais au moment où le monde célèbre le cinq-centième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, le choix par les jurés suédois de la représentante d'une communauté indienne qui fut décimée puis marginalisée n'est évidemment pas dû au hasard. L'embarras du gouvernement du Guatemala à recevoir pour l'occasion RIgoberta Menchu, toujours exilée à Mexico, était significatif à cet égard. Doublement exclue, car à la fois indienne et femme, la nouvelle lauréate ne mâche pas ses mots. Elle est contre la violence, mais elle souligne que la violence ce sont aussi la misère et la faim, les enfants dans la rue, l'assassinat de tant des siens, etc. Les honneurs dont elle bénéficie aujourd'hui ne lui feront pas cesser son combat pour la dignité et la justice. Elle nous rappelle simplement qu'il y a tant à faire en Amérique latine !

18 oct.

Il faut admettre qu'avec Chirac et Giscard, on n'est jamais déçu ! A quelques heures de distance, ce dimanche, ils nous ont offert un nouveau festival. Tandis que le président du RPR, devant quelques centaines de jeunes, lançait la campagne des législatives en martelant la nécessité de l'union de l'opposition, Giscard d'Estaing saisissait l'occasion de son passage à l'émission "7 sur 7" pour jeter in fine une petite bombe, à savoir qu'il songeait sérieusement à être candidat à la présidence de la République pour n'y accomplir, précisait-il, qu'un mandat de cinq ans. Merveilleuse réponse à ceux qui, comme Charles Pasqua, venaient de le sommer de se prononcer clairement sur les primaires pour l'élection présidentielle ! Leurs lieutenants respectifs ont beau s'acharner à colmater cette nouvelle brèche, qui peut sérieusement croire que Chirac serait prêt à s'effacer devant Giscard et réciproquement ? Ils ne se rejoignent en fait que pour souhaiter que François Mitterrand quitte l'Elysée le plus rapidement possible. Mais cette décision-là n'appartient ni à l'un ni à l'autre. Faute de connaître les intentions du président de la République, ils s'empêtrent dans un débat dérisoire sur le thème : cohabitation ou pas cohabitation. Il est décidément plus facile d'affirmer, comme Juppé, que "les socialistes sont cuits" que de démontrer que l'opposition est prête à prendre la relève.

PREPARATION DES LEGISLATIVES

à l'écoute de la base

Les alliances, les relations avec le monde rural et les questions de cohésion interne sont au centre des préoccupations des militants. Elles ont été abordées lors du séminaire des premiers secrétaires fédéraux avec la direction du PS.

Avant de se lancer dans une campagne, encore faut-il connaître le moral des troupes. C'est pourquoi les dirigeants nationaux du PS souhaitaient prendre le pouls de la base à travers une réunion, samedi et dimanche derniers, avec les responsables départementaux, à la veille de la bataille des législatives. "Nous ressentons de la morosité, mais nous faisons preuve aussi de beaucoup de volonté, affirme Laurent Tellier (Cantal). Dans notre département très rural, nous nous efforçons de faire passer un message de progrès à destination des agriculteurs malgré leur colère. Dans les villes, nous avons pu nous prévaloir d'un impact. Si le non à Maastricht a été majoritaire, il a été moins élevé qu'on ne pouvait le craindre. Localement, notre principal handicap est que le PS est considéré comme un parti de fonctionnaires, de salariés, loin du monde rural."

Pour Jean Castagnet (Gers), il n'est pas question de changer de politique agricole : "L'action menée par Louis Mermaz a été courageuse et va dans le bon sens, mais il faut prendre conscience que les questions rurales et l'aménagement du territoire seront au cœur des prochaines échéances." Une opinion que partage Laurent Fabius : "Ce qui m'inquiète, c'est le vote rural, car c'est celui qui sera le plus difficile à changer. Son refus a été plus profond que le refus européen. Le dossier des biocarburants doit être réglé, la réforme de la PAC doit bénéficier d'un accompagnement et il faut traiter l'aménagement des zones rurales de manière à renverser le courant."



▲ *"Le vote rural sera le plus difficile à changer".*

PERPLEXITE

Les relations avec les écologistes plongent les socialistes dans la perplexité, tant les cas de figure sont différents. "Chez nous, les écologistes existent très peu, constate Laurent Tellier. Génération écologie est constituée d'anciens camarades qui ont quitté le PS très fâchés, ce qui crée des difficultés dans nos relations. Nous essayons de mener des actions avec eux pour la défense des sites protégés mais cela reste ponctuel ; nous n'avons pas de réflexion de fond commune sur un programme. Quant aux Verts, leur correspondant local nous est inconnu."

Rémy Blondel (Loiret), lui, s'inquiète du manque de maturité politique des écologistes : "Nous souhaitons une alliance avec les écologistes, mais ils privilégient un accord entre eux. Les Verts et Génération écologie n'ont pas les mêmes positions. Ils risquent d'être entraînés dans une opération qu'ils auront du mal à gérer. Les écologistes ne sont pas réalistes en ce qui concerne l'analyse politique et ils ne sont pas très clairs dans leur rapport au pouvoir. Ont-ils envie de rester un parti protestataire ou bien veulent-ils mener une politique réformiste ? Ils doivent répondre à cette question."

Jean-François Merle (Hauts-de-Seine) souligne les difficultés à tenir les deux bouts de la chaîne des alliances : "Nous sommes en train de glisser d'un système d'alliance à un autre. Nous risquons de nous trouver face à une contradiction : les accords que nous avons avec le PC risquent de ne pas être compatibles avec ce qui pourrait être des accords de gestion avec les écologistes."

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL ET CHER CAMARADE,

Vous m'avez saisi, le 13 octobre, de diverses analyses et d'une proposition de rencontres, entre le 1er novembre et le 15 décembre, pour un "débat national" à l'initiative duquel votre Parti entend se situer. Je vous en remercie.

Concernant ces analyses, j'ai trouvé dans votre lettre -et cela n'a rien de surprenant- confirmation de nos différences d'approche sur plusieurs points, en particulier quant à votre critique des choix européens de la France ou à votre condamnation de la politique suivie, sans que vous ne fassiez référence ni à la situation internationale dans laquelle nous nous trouvons, ni aux acquis obtenus depuis des décennies, malgré les difficultés.

En revanche, je me suis réjoui de votre appréciation selon laquelle la droite et l'extrême droite peuvent être battues. Je souhaite que chacun ait à cœur d'agir concrètement en ce sens.

Dans cet esprit, vous savez que nous sommes en train de discuter, pour la prochaine législature, un Projet de contrat que nous soumettrons aux électeurs le moment venu. Le Projet doit être élaboré en liaison étroite avec les forces vives du pays. Dans ce cadre, nos responsables régionaux, départementaux ou locaux prendront contact avec les forces progressistes, les écologistes, les organisations de gauche pour débattre dans la clarté : les communistes qui le souhaiteront seront sans aucun doute parmi ceux-là.

Ainsi entendons-nous, dans la fidélité à vos valeurs et en tenant compte de l'expérience, développer le dialogue et le rassemblement nécessaires à tous ceux qui souhaitent plus de justice, plus de démocratie, plus d'efficacité économique, plus de respect de l'environnement et qui veulent avancer avec la gauche dans une approche de réforme résolument européenne.

Je vous prie de croire, Monsieur le secrétaire général et cher camarade, à mes sentiments les meilleurs.

Laurent Fabius

(Lettre de Laurent Fabius à Georges Marchais, 19/10/1992).

FORMATION

"Organisation de la campagne des législatives", *sur ce thème, le Centre Condorcet organise une journée de formation ouverte aux responsables fédéraux et aux responsables de campagne.*

• Organisation générale (calendrier, organisation et stratégies) • Outils de communication • Financement : le cadre juridique • Analyse électorale • Utilisation des sondages.

Samedi 21 novembre, de 9 à 18 h.

Coût : formation gratuite.
Inscriptions au Centre Condorcet. ☎ 40.41.08.48



Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis) plaide pour que le PS n'abandonne pas l'électorat communiste : "Même si nous devons rester fermes avec la direction du PC, nous devons continuer à nous adresser à son électorat. C'est ce que nous avons fait en Seine-Saint-Denis lors du référendum et cette tactique a fait bouger les choses." C'est dans cette voie que s'est également engagé Laurent Fabius dans la réponse (voir encadré) qu'il a adressée à Georges Marchais. Pour le premier secrétaire du PS, il n'est pas question de bâtir une nouvelle étape de l'union de la gauche, mais il faut rechercher le dialogue sur la base du contrat-programme du PS. Enfin, l'indiscipline des partisans de Jean-Pierre Chevènement à l'occasion du référendum ou des sénatoriales est fortement stigmatisée. Certains responsables fédéraux souhaitent que des sanctions soient prises. La question de la dissidence des amis de Jean-Pierre Chevènement devrait être tranchée lors de la convention nationale d'investiture pour les élections législatives, le 28 novembre.

MOBILISER LES ENERGIES

Concluant la réunion placée sous la houlette de Daniel Vaillant, Laurent Fabius a recommandé aux premiers secrétaires fédéraux de mobiliser toute leur énergie : "Je vous demande d'être très offensifs. Beaucoup de nos militants n'ont connu que des succès. Il faut leur expliquer que notre combat est plus long qu'une échéance électorale."
Quant à Gérard Lindeperg, il a fourni des "raisons d'espérer" : la bonne santé de la France par rapport aux autres pays, un bilan des socialistes au pouvoir supérieur à celui de 1936 et de 1945, l'actualité des valeurs socialistes, l'adoption d'un Projet et d'un programme, les divisions de la droite, l'unité des socialistes, la perspective d'un rassemblement des forces de progrès, la logique propre à chaque élection qui fait que les résultats ne sont pas acquis d'avance comme l'ont prouvé les différents scrutins depuis 1977. Autant d'arguments qui constituent des antidotes contre une sinistrose et un défaitisme qui ne sont pas de mise...

Jean-Pierre Bedeï



LA DROITE ET SES DIVISIONS

Giscard et Chirac jouent à colin-maillard

Totalement décrédibilisés, quand ils parlent d'union et de primaires, les conservateurs vont tenter le grand jeu de la réforme.

La droite est en train de s'empêtrer dans ses machines à faire l'union. Les primaires avaient été inventées pour rassurer et pour sortir du duel Chirac-Giscard qui dure depuis plus de seize ans. Elles jouent à l'envers et se retournent contre leur objectif. Ce qui devait arriver arrive donc.
Cette semaine pouvait offrir à la droite le meilleur cheval de bataille dont peut rêver une opposition en démocratie : la discussion du budget de la nation. La motion de censure envisagée depuis des semaines pouvait se concrétiser et stimuler l'unité. Mais, dès dimanche, la machine se grippait, Giscard, oubliant son fameux discours de Verdun-sur-le Doubs, rejetait l'éventualité d'une cohabitation et se bombardait candidat à la présidentielle. Oubliant primaires et engagements. Or, si Chirac s'est dit peu enclin à recommencer l'expérience de 1986-1988, ses plus proches lieutenants, comme Juppé et Balladur, ont toujours écarté l'idée de "faire une croix sur Matignon". Mais surtout, Chirac tient aux primaires pour désigner le candidat à la présidentielle.
Lundi, la tension a monté encore pour s'exacerber mardi. Une journée étrange, au cours de laquelle le gouvernement présentait son budget pendant que l'opposition avait visiblement la tête ailleurs. Tous ses chefs s'injuriaient et s'écharpaient. Un spectacle incroyable où la droite se fait piéger superbement.
Sa recette miracle est en train de se retourner contre elle. Ses chefs semblent bien incapables d'en user, voire d'en préparer l'usage. La preuve, le tollé déclenché par François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, qui a lié l'accord sur les primaires aux candidatures uniques pour les législatives. De fait, il effectuait là un enterrement de première classe de ces très fameuses primaires. Le RPR a réagi avec grande violence. Au sein de l'UDF, tout le monde n'est d'ailleurs pas sur la même longueur d'onde.
De fait, dans un moment où le vent semble souffler à droite, les candidats aux législatives seront difficiles à contenir. Faut-il un seul candidat pour

Réformes

Il y a deux façons d'être conservateur : l'une -la plus simple- c'est de l'assumer, l'autre c'est de prétendre au contraire qu'on est réformateur tout en proposant comme réformes des reculs ou des retours en arrière.
Dans la campagne électorale qu'elle ouvre prématurément, la droite a choisi la seconde méthode.
On en comprend facilement les raisons. Le duo Chirac-Giscard n'est pas vraiment la pointe avancée du changement. Il y a déjà très longtemps, ils détenaient tout le pouvoir. Il n'y a pas si longtemps, ils y siégeaient encore. Les résultats furent médiocres. Il leur faut donc se parer des plumes de la réforme. Pour faire oublier. Et se présenter en hommes neufs.
Rude tâche ! D'autant plus qu'il leur faudra expliquer pourquoi ces "nouveaux réformateurs" ont voté contre à peu près toutes les réformes majeures proposées et adoptées à l'initiative de la gauche depuis maintenant onze ans.
La bataille politique est une bataille d'idées. Donc aussi de mots. Nous sommes prévenus. A chaque fois que la droite dira "réforme", il nous faudra comprendre "recul". Comme à chaque fois qu'elle clame "union", on entendra le bruit de ses divisions.

Laurent Fabius

conforter l'union ou est-il possible de ratisser plus large en laissant se dérouler les combats de premier tour ? L'UDF serait favorable à la première solution et le RPR à la seconde. Comment, dans cette situation, préparer ensemble un programme, comment s'entendre ensuite pour la présidentielle ?
De fait, empêtrée dans ses méthodes et incapable de prévoir les échéances, la droite se trouve aussi à court de repères et de propositions.
En économie, son meilleur terrain d'action, elle est concurrencée par une gauche qui a su casser l'inflation, rétablir les grands équilibres et mettre la France au premier rang en Europe.
Plus grave, ses modèles des années 1985-1986, le reaganisme et le thatchérisme, se sont lamentablement effondrés. L'échec de Bush qui voulait, comme eux, réduire les impôts, va enterrer leurs derniers rêves .
La droite, désormais, cherche à déborder les socialistes sur leur gauche en jouant cet hiver son grand numéro de la réforme. Pasqua et Juppé y ont déjà fait allusion. Balladur va poursuivre avec la sortie de son livre "Le Dictionnaire de la réforme", qui se retrouve assorti de cette très étonnante déclaration, "Je ne veux plus voir les Français dans la rue."
La réforme qui ne mécontente personne, une spécialité de droite...
Tenons-nous en aux faits. La première réforme d'Edouard Balladur, en 1986, ce fut la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, la seconde, le rétablissement de l'anonymat sur les ventes d'or...
Quant à l'attitude plus récente de la droite au Parlement, elle est édifiante en la matière. Elle a voté contre la CSG, la réforme hospitalière, la loi d'orientation sur l'éducation, le droit d'expression des lycéens, l'intéressement des salariés, le conseiller du salarié, le droit au logement, la dotation de solidarité urbaine entre communes, le renforcement de la législation sur la répression des actes racistes, antisémites ou xénophobes.
Beau bilan pour des futurs adeptes de la réforme...

Lyne Cohen-Solal

L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA DROITE

Le RPR dit s'émouvoir du sort du budget de l'Aménagement du territoire. Voilà une bonne occasion d'en refaire l'historique.
Avec le gouvernement Chirac, de la loi de finances initiale 1986 à celle de 1988, les moyens ouverts ont régressé de 21% (de 2.281 MF à 1.808 MF).
Les autorisations de programme pour la prime d'aménagement du territoire sont alors passées de 600 MF en 1986 à 280 MF en 1988. Il a fallu ensuite quatre années pour réparer les dégats (+23% de 1988 à 1992).
Aujourd'hui, le budget de 1993 marque au contraire un effort exceptionnnel avec une augmentation de 23% par rapport à 1992.

PRIX NOBEL DE LA PAIX

Rigoberta Menchú, la voix de l'autre Amérique

Elle symbolise la tragédie des populations indiennes qui luttent pour échapper aux tentatives d'extermination. Un magnifique encouragement leur est donné, par les Nobel, en cette année du cinquième centenaire.

Rigoberta Menchú symbolise la tragédie des populations indiennes du Guatemala. Elle est née en 1959 à Chimel, sur les Hauts-Plateaux où vivent les descendants des Mayas. Ses parents étaient des paysans attachés aux traditions ancestrales de l'ethnie Quiché, cultivant leur lopin de "milpa" (maïs) et forcés d'aller travailler dans les grandes plantations de café.
Très tôt elle prend conscience de l'injustice, adolescente elle s'engage aux côtés des paysans et deviendra la figure emblématique du Comité d'unité paysanne (CUC).
La famille Menchú a payé un lourd tribut à cette guerre civile qui a fait plus de 100.000 morts et 40.000 disparus en 30 ans ; après quinze jours d'horribles tortures, un frère de 16 ans est brûlé vif en public par l'armée ; le 31 janvier 1980, son père meurt carbonisé, avec trente-six autres personnes, dans l'incendie provoqué délibérément par les militaires lors de l'occupation de l'ambassade d'Espagne par des paysans. Peu après, sa mère est violée et torturée par des militaires. Contrainte à l'exil au Mexique, elle poursuivra son combat pour les droits de l'homme comme représentante du CUC et de l'opposition guatémaltèque.

> ***"Ma cause se radicalise avec la misère que vit mon peuple. Elle se radicalise à cause de la sous-alimentation que j'ai subie comme indigène, de l'exploitation et de la discrimination que j'ai ressenties dans ma propre chair. Et de l'oppression. Mais j'ai confiance. Le peuple est le seul capable, les masses sont les seules capables de transformer la société.****

Rigoberta Menchu viendra en France à la mi-novembre. Elle rencontrera les responsables du Parti socialiste et de l'Internationale socialiste.

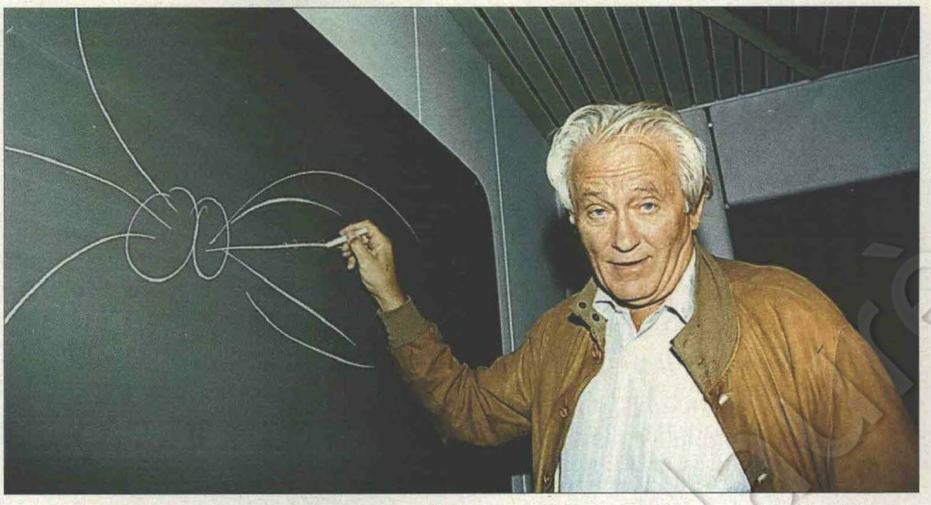


Elle parcourra le monde pour dénoncer le génocide des populations indiennes et les massacres commis par les dictatures militaires de son pays. Elle est la première femme indienne à participer aux travaux des commissions de l'ONU pour le droit des peuples indigènes.
Dans un ouvrage publié en 1983*, elle décrit sa vie et celle de son peuple. Elle se définit comme une "chrétienne révolutionnaire". Femme d'une grande sensibilité, elle prône la modération, se prononce pour le pardon mais contre l'oubli.
A l'occasion de la campagne internationale "500 ans de résistance indienne, noire et populaire", en octobre 1991, elle a pu retourner dans son pays, bénéficiant de la protection de nombreuses personnalités internationales dont Danielle Mitterrand, car les menaces de mort sont réelles.
L'un des objectifs de la campagne "des 500 ans" était l'attribution du prix Nobel de la paix à Rigoberta Menchú et avait reçu de nombreux soutiens dans le monde entier. Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, qui avait été l'un des premiers signataires d'un appel de cent parlementaires en sa faveur, a déclaré, en apprenant la décision du jury : "C'est une femme courageuse et généreuse, qui a su avec courage et une énergie inlassable faire sortir son peuple du désespoir et lui redonner, avec une voix, dignité et force."
La répression et la violence font toujours l'actualité au Guatemala, cependant, l'idée de la réconciliation entre tous les Guatémaltèques a fait son chemin et une commission nationale de réconciliation a été créée sous les auspices de Mgr Rodolfo Quezada.
Le processus de paix initié en 1990 à Oslo a vu s'asseoir à la même table militaires et guérilleros. Des accords substantiels ont pu être signés notamment sur la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil. Mais, aujourd'hui, les pourparlers buttent sur un des aspects les plus sensibles : les droits de l'homme. Pour l'URNG, les droits de l'homme ne se négocient pas, c'est de leur respect qu'il convient de discuter. Les militaires, eux, justifient toutes les atrocités commises par le passé et l'impunité dont ils jouissent aujourd'hui au nom de la lutte contre le communisme. La commission de la vérité, la présence de l'ONU dans le processus de paix -comme ce fut le cas dans le réglement du conflit salvadorien- sont, aujourd'hui, des enjeux importants de la négociation. Un échec sur ces deux thèmes mettrait en péril le processus de paix lui-même.
Ce prix Nobel de la paix constitue une formidable invitation au gouvernement du Guatemala pour qu'il reprenne les discussions avec une volonté d'aboutir et de faire les compromis nécessaires. La paix est à ce prix...

Luc Brouard

** "Moi, Rigoberta Menchú", Gallimard-Témoins, 1983.*

◀ *Guatemala, octobre 1991 : Rigoberta Menchú et Danielle Mitterrand.*



◀ *Georges Charpak, prix Nobel de physique, 1992.*

LES NOBEL FRANÇAIS

Hubert Curien : "Un choix logique"

Deux Nobel de physique en deux ans. La France est à l'honneur dans un domaine où elle était oubliée depuis une vingtaine d'années. Hubert Curien s'en réjouit.

Que vous inspire cette nouvelle distinction pour la France ?
Hubert Curien, ministre de la Recherche et de l'Espace. De temps à autre, bien que rarement, le jury du Nobel décide de couronner un savant qui s'est consacré à l'instrumentation scientifique. Voilà une excellente démarche, surtout lorsque le savant en question est un Français. La science ne peut progresser sans instrumentation et notre reconnaissance doit aller tout spécialement à ceux des chercheurs qui exercent leur talent, voire leur génie, dans ce domaine.
En outre, tout le monde se réjouit que ce choix porte sur Georges Charpak car c'est un homme chaleureux, ouvert, attentif à ce qui l'entoure, qui a toujours essayé de faire passer le plus vite possible les résultats de ses recherches dans le patrimoine commun.

Le fait que son invention soit entrée dans le domaine industriel, notamment en biologie, vous semble-t-il décisif ?
Les détecteurs de particules, objet de ses inventions, bien qu'étrangers au grand public, sont extrêmement répandus dans les laboratoires qui, soit étudient directement les particules, soit les utilisent pour scruter la matière, inerte ou vivante. D'ailleurs, beaucoup de savants de notre génération glissent progressivement de la physique vers la biologie car ils se sentent maintenant mieux armés pour expliquer la matière la plus complexe qui soit, la matière vivante.

Georges Charpak a travaillé plus de tente ans au CERN (1)...
En effet. Cette organisation européenne, créée en 1954, est un haut lieu de la recherche, le plus grand laboratoire de physique des particules du monde. Son importance tient non seulement à l'effort commun des 18 Etats européens membres mais également à son ouverture aux scientifiques du monde entier. C'est un prototype, un pôle d'attraction et d'échanges de savoir, un exemple de réussite et d'efficacité de la coopération européenne.

Georges Charpak, comme Pierre-Gilles de Gennes, travaille à l'ESPCI (2), peu considérée jusqu'alors.
C'est un peu vrai. Mais je crois bien que j'avais décidé de lui accorder des dotations spéciales avant même que Pierre-Gilles de Gennes n'ait eu le prix Nobel, parce que je savais qu'il le méritait. La France est le quatrième pays au monde pour la part de PIB qu'elle accorde à la recherche et, si l'on ne tient compte que de la recherche fondamentale, elle est le second. L'effort de l'Etat est donc très important et on aurait tout à gagner si son exemple était encore plus suivi par les industriels pour ce qui est de la recherche appliquée et du développement.

La chambre proportionnelle multifils, la gloire de Georges Charpak, tenait avec du "scotch", on se demande alors quelle est la part des moyens financiers.
L'argent est une chose, l'imagination en est une autre. Il faut en général d'assez gros moyens pour aller jusqu'au bout de la mise en œuvre d'un procédé ou d'un produit, mais, au départ, c'est surtout l'imagination qui compte. Les physiciens qui ne savent pas bricoler ne sont pas les plus productifs. Sans imagination, on ne fait absolument rien de grand ; sans argent, on en fait nettement moins et on le fait beaucoup moins vite.

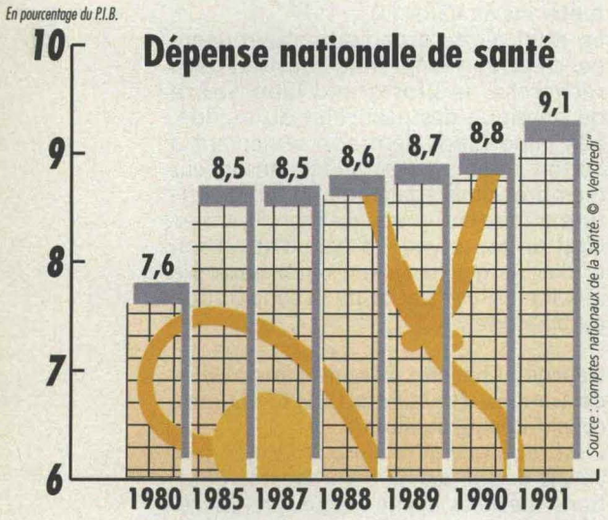
Propos recueillis par V.G.

(1) Laboratoire européen de la physique des particules, à l'origine Centre européen de recherche nucléaire.
(2) Ecole supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris.

MAITRISE DES DEPENSES DE SANTE

comment empêcher la catastrophe

Premier acte. Bonne surprise : après des mois de négociation, médecins, gouvernement et Sécurité sociale tombent d'accord sur un projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé. Deuxième acte : démission du président du plus gros syndicat de médecins. Toile de fond : l'ombre d'une cessation de paiement de la Sécurité sociale.



35 milliards de F de déficit cette année, 50 prévus pour fin 1993, maîtriser les dépenses de santé est en train de devenir une question de vie ou de mort pour notre Sécurité sociale. Contre toute attente, après trois mois d'impasse, des années de négociation, de portes claquées et réouvertes, le ministre des Affaires sociales, René Teulade, les trois caisses de Sécurité sociale (travailleurs salariés, agricoles, et non-salariés) et les trois grands syndicats de médecins libéraux (CSMF, MG-France et FMF) étaient arrivés le 14 octobre à un accord aussi subit qu'inespéré. "Un texte de compromis qui comporte de nombreux éléments positifs. Il constitue un choc psychologique susceptible de créer une véritable dynamique de maîtrise négociée", se réjouissait Claude Pigement, délégué national à la santé du Parti socialiste. Jusqu'au coup de théâtre du 19 octobre : Jacques Beaupère, président de la CSMF, le plus important syndicat de médecins, démissionnait, désavoué par le bureau de sa confédération.

UN TEXTE MODERE

Motif invoqué pour la rupture : le texte de l'accord, pourtant très modéré. Que prévoyait-il ? D'abord un "objectif prévisionnel d'évolution des dépenses de santé", plus souple que le taux national prévu en juin dans le premier projet. Deuxième point important, une conception médicalisée de la maîtrise. Pas de limite autoritaire aux actes mais des "références médicales" opposables à chaque médecin. Un exemple ? Pour une grossesse normale, le nombre d'échographies pourrait être fixé à deux ou trois. Le praticien qui multiplierait ces examens sans justification s'exposerait à être sanctionné par l'arrêt du paiement de ses cotisations sociales (actuellement payées par la Sécurité sociale). Troisième avancée, considérable : le nouveau texte ne se contente pas de réguler les dépenses de l'assurance maladie, c'est-à-dire celles remboursées par la Sécurité sociale, mais toutes les dépenses de santé. Pas question d'accepter d'un côté une médecine contrôlée accessible à tous, de l'autre une médecine à n'importe quel prix, qui se développerait, elle, librement, hors de tout contrôle.

Autre point positif : le codage précis des actes. Aujourd'hui, quand, sur la feuille de maladie, le médecin inscrit, par exemple, K30, il peut s'agir aussi bien d'un électro-encéphalogramme que d'une échographie. Désormais, on saura exactement quels traitements et examens le médecin a prescrit. Ce qui permettra ensuite d'évaluer les thérapeutiques, comme c'est le cas chez la plupart de nos voisins européens. Dernier élément positif : pour la première fois apparaît la mention de "coordination des soins". Là encore, chez pratiquement tous nos voisins européens, le patient va chez son généraliste qui l'oriente vers un spécialiste. Ni en Allemagne, ni en Angleterre, on ne court chez un cardiologue au moindre vertige ou chez un dermatologue à la plus bénigne poussée d'urticaire. Un comportement qui donne un rôle important au médecin de ville et cantonne le spécialiste dans ce qui est réellement son rôle, une intervention... spécialisée. Corollaire, une médecine plus proche mais aussi moins coûteuse pour la collectivité.

LES MEDECINS DOIVENT PRENDRE LEURS RESPONSABILITES

Certes, l'accord comportait des zones de flou : comment seront déterminées les références médicales ? Qui dira les cas où il est judicieux de prescrire des antibiotiques, un scanner, un bilan sanguin... ceux où la prescription



◆

DEPENSER PLUS N'EST PAS SOIGNER MIEUX

8,9% du PIB en 1990 : la France bat tous les records de la Communauté européenne pour les dépenses de santé et se classe troisième des vingt-quatre pays de l'OCDE. Pour des résultats moyens : elle arrive au quatorzième rang pour la mortalité infantile, au treizième pour l'espérance de vie des hommes (au troisième pour celle des femmes) et au dix-huitième rang pour les remboursements.
Mais comment font donc les autres ? D'abord, les usagers ont un comportement plus responsable. "Nous avons le seul système de santé, rappelle fréquemment Gilles Johannet (1), où l'on peut dans la même journée, consulter deux généralistes, trois spécialistes, se faire hospitaliser le soir et la Sécu rembourse tout." Ensuite, les professionnels ne confondent pas, comme certains font semblant de le faire en France, maîtrise des soins et rationnement : en Allemagne, par exemple, les caisses versent aux unions de médecins une enveloppe globale qu'elles répartissent ensuite entre les médecins. Résultat : plus le nombre de consultations augmente, plus la rémunération de chacune baisse. En outre, les médecins trop "dépensiers" sont sanctionnés par les unions professionnelles. Autre exemple intéressant, le Canada : les deux fédérations de médecins, une pour les généralistes, l'autre pour les spécialistes, négocient chaque année avec le ministère l'évolution du revenu moyen brut. Chaque médecin se voit attribuer un plafond d'honoraires trimestriels au-delà duquel les actes ne lui sont payés que 25% du tarif.

P.J.

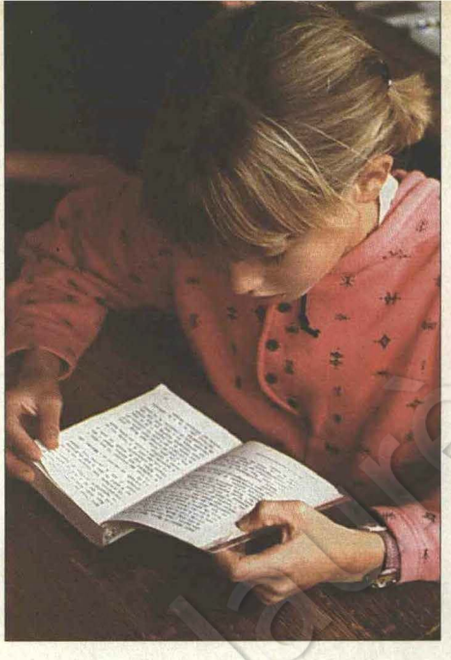
(1) Directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie.

◆

est abusive ? Mais il donnait à tous les partenaires les moyens de repenser le système de santé, de le rendre à la fois plus rationnel et plus proche.
La Sécurité sociale est au bord du gouffre. Au-delà des 50 milliards de déficit annoncés pour fin 1993, les patients pourraient ne plus être remboursés, les médecins voir leurs revenus s'écrouler. Ce scénario catastrophe, qui est dans toutes les têtes, expliquait, en partie, l'accord du 14 octobre. La balle est dans le camp des partenaires, caisses de Sécurité sociale et surtout médecins. Quelles conséquences aura la démission de Jacques Beaupère ? "Il aurait pu être le Jacques Lafleur des dépenses de santé", estime Claude Pigement.
Que va faire maintenant la CSMF ? Dans le domaine de la santé comme dans l'ensemble de la société française, le syndicalisme le plus étroitement corporatiste va-t-il dicter sa loi au détriment des usagers, de l'intérêt collectif ? Pourra-t-il empêcher une réforme, pourtant très mesurée, du système de santé ? Prendra-t-il la responsabilité de menacer le remboursement des soins ? Réponse dans les jours qui viennent. Reste, comme le souligne Bernard Kouchner, "que l'on devra un jour demander aux Français : quel prix êtes-vous prêts à mettre pour le maintien, voire l'amélioration de notre système de soins ?"

Patricia Jaffray

les Français furieusement lecteurs



La Fureur de lire est devenue le rendez-vous de l'automne le plus couru : Jack Lang a annoncé deux millions de participants à la quatrième édition de la fête de la lecture, qui a eu lieu les 17 et 18 octobre.

Comme si les Français n'attendaient que l'occasion pour s'en aller, en masse, feuilleter, picorer ou dévorer des lettres, des mots, des phrases qui racontent. Ils ont aimé tous les livres : les livres scientifiques, au muséum national d'Histoire naturelle, dans le Jardin des plantes devenu le jardin des enfants avec les opérations "Enfance de l'art" ; les livres de cinéma, au palais de Tokyo, où 1.500 ouvrages ont été vendu à quelques-uns des 5.000 visiteurs. L'objet livre séduit aussi, comme l'a prouvé l'affluence à l'école Estienne qui proposait la découverte des métiers et des techniques du livre et n'a pas désempli. A Paris, comme en province, soleil aidant, on a lu au fil de l'eau : sur les vedettes "Fureur de lire" qui reliaient le musée de l'Homme au chantier de la Bibliothèque de France, sur les péniches glissant sur le canal de Nantes à Brest (Bretagne) ou sur l'Ill (Alsace). Bouquiner ou écouter : les conteurs de la "Fureur de dire" (tous les départements de la région Centre) n'ont pas captivé seulement les enfants et, à l'Opéra-Garnier, 8.000 visiteurs se sont laissé bercer par les lectures données par les membres du corps de ballet. Réjouissant, ce triomphe de la lecture n'est pourtant pas étonnant. Une évaluation internationale (1) sur les capacités de lecture des enfants de 9 ans d'une part, de 14 ans d'autre part, menée dans trente pays, dont tous ceux de la CE (sauf le Luxembourg et l'Angleterre) classe la France en tête des pays de la Communauté (avec l'Italie) pour les écoliers, carrément seule en tête pour les collégiens. A méditer...

M.T.

(1) La partie française de l'enquête a été réalisée par le Centre international d'études pédagogiques de Sèvres (CIEP), in "Dossiers éducation et formations", ministère de l'Education nationale, octobre 1992.

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ Les Françaises, dont le congé de maternité est de 16 semaines, sont déjà bien au-dessus des 14 semaines consécutives minimales dont devraient bénéficier leurs homologues européennes si les ministres de la CE donnent leur aval à l'accord mis au point à Bruxelles.
Elles ne pourront pas être licenciées à cause de leur maternité, sauf faute grave n'ayant rien à voir avec leur état, et auront, en outre, droit à une allocation "adéquate".
Les femmes britanniques, irlandaises et portugaises devraient voir augmenter leurs congés et leurs allocations de maternité.
Les Pays-Bas devront insérer dans leur législation une disposition interdisant leur licenciement .
Ces dispositions ne pourront pas, en revanche, baisser le niveau de protection plus favorable qui existe dans certains pays.

◆ **SOMALIE : LA BELLE LEÇON DES PETITS FRANÇAIS** ◆

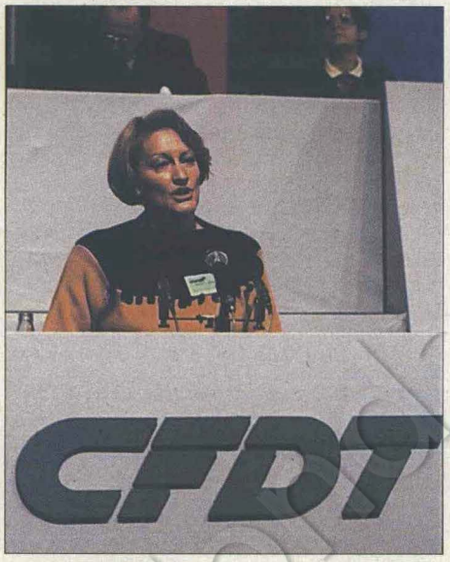
La solidarité en France, ça existe. Douze millions et demi d'enfants, écoliers, collégiens et lycéens, en ont administré une belle preuve mardi 20 octobre. Tous, ou presque, sont arrivés le matin leur paquet de riz sous le bras. Les enfants de France ont bien reçu les messages conjoints de Jack Lang et de Bernard Kouchner. Leurs kilos de riz devraient permettre de nourrir les petits Somaliens pendant un mois. Les 175.000 sacs postaux et les 30.000 véhicules prêtés par la poste sont repartis pleins vers les 3.000 wagons mis à la disposition de l'opération par la SNCF.
Certes, la distribution sur place de l'aide alimentaire est extrêmement difficile. La guerre des gangs qui dévaste la Somalie, les pillages systématiques des stocks, ne garantissent pas un approvisionnement sans aléas. Indiscutablement, ces milliers de tonnes de riz sont une goutte d'eau dans l'océan du drame somalien. Indéniablement, c'est aux gouvernements, aux institutions internationales, aux organisations d'aide internationale d'agir. Reste que cet apprentissage de la solidarité qu'est l'opération "SOS Somalie", constitue, pour chaque petit Français, une belle leçon d'instruction civique qui peut changer la vision du monde des hommes qu'ils seront demain.

P.J.

DEMISSION DE JEAN KASPAR

un simple changement de tête ?

"Il y a un changement de tête mais pas de changement de cap", dit-on à la CFDT après la démission de Jean Kaspar. Voire. Un vent mauvais souffle en ce moment au sommet de plusieurs organisations syndicales.



Bernard Deleplace débarqué de la Fédération autonome des syndicats de police ; Thérèse Hirszberg désavouée par le congrès des fonctionnaires CGT qui rejette les rapports d'activité et d'orientation puis est suspendu pour trois mois ; Jacques Beaupère qui démissionne de son poste de président de la Confédération des syndicats médicaux français ; Jean Kaspar, enfin, contraint de démissionner pour laisser la place de secrétaire général de la CFDT à Nicole Notat...

On pensait, au printemps 1991, que la façon, rapide, dont Yannick Simbron avait été remplacé à la tête de la FEN était un incident de parcours limité à un seul syndicat, sans signification particulière. Force est, aujourd'hui, de constater que la multiplication d'incidents du même type en aussi peu de temps ne peut pas ne pas poser problème.

Encore que les problèmes ne soient pas tous de même nature. C'est pour des raisons politiques que Jacques Beaupère quitte son poste : il a été désavoué pour avoir accepté l'accord sur la maîtrise des dépenses de santé. Les autres membres du bureau de l'organisation n'étant pas d'accord, il en a tiré les conséquences. Dont acte.

Mais où sont les raisons politiques de la démission de Jean Kaspar ? On les chercherait en vain. Quand Jean Kaspar affirme que "les orientations et la politique d'action de la CFDT ne sont pas mises en cause", il n'est pas démenti. Alors ? Jean Kaspar s'explique avec dignité : "Les conditions d'un exercice normal de ma responsabilité n'étaient plus réunies." De fait, l'étaient-elles, quelques jours plus tôt, déjà, quand la commission exécutive de la CFDT a admis, dans une lettre aux principaux responsables de l'organisation, qu'existait "une crise de confiance dans le management de l'organisation."

"Management", c'est un mot qui court dans les séminaires de cadres d'entreprise. On n'a pas l'habitude de le lire sous la plume des plus hauts dirigeants d'un syndicat. On a encore moins l'habitude que son principal responsable, investi de la confiance des adhérents et des militants, réélu à 81% lors du dernier congrès, soit acculé à la démission pour "management" insuffisant.

SUR FOND DE CRISE DU SYNDICALISME

A moins que ne soient considérés comme un "management insuffisant" la volonté de dialogue interne, la recherche opiniâtre du consensus, le désir de panser les plaies d'une organisation longtemps déboussolée par la chasse aux "moutons noirs" gauchistes ou autres, le souci de retisser des liens sociaux trop longtemps distendus entre adhérents et militants, militants et dirigeants.

Y avait-il une contradiction trop forte avec l'autre évolution de la CFDT, se voulant moderniste et réformiste, œuvrant depuis des années pour être reconnue comme interlocutrice à part entière du patronat et du gouvernement ? Cette marche vers la respectabilité, à l'exemple du syndicalisme allemand, l'a conduite récemment à la tête de la Caisse nationale d'assurance vieillesse et de l'Unedic.

Jean Kaspar était l'homme de cette synthèse. Pour la CFDT, elle a été payante : c'est le seul syndicat qui ait vu augmenter à nouveau le nombre de ses adhérents, c'est lui qui, aujourd'hui, est en tête, pour la première fois, devant la CGT, pour le nombre d'élus aux comités d'entreprise. Cette synthèse est-elle condamnée, en même temps que lui ?

On lui reprochait, en fait, son "manque de charisme", on critiquait sa volonté de ne pas parler aussi haut et fort que son prédécesseur, Edmond Maire, de ne pas imposer, comme lui, sa volonté et de préférer un gouvernement plus collégial. Il refusait l'hyper-médiatisation et la trop grande personnalisation du pouvoir. Ce n'était pas la tradition collective de cet Alsacien, mineur de potasse, timide et travailleur. Il était syndicaliste. Il ne voulait pas être "un patron".

Les cadres CFDT en voulaient un, capable de faire entendre plus fort leur voix, quitte à ne plus entendre celle des petits. Mais les militants, eux, à qui Jean Kaspar voulait donner toute leur place, vont se sentir orphelins.

Monique Grima

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ Une pétition nationale vient d'être lancée pour demander l'amélioration des conditions de prise en charge de la dépendance des personnes âgées.
A l'origine de cette initiative, Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, et Jean-Claude Boulard, député socialiste de la Sarthe.

■ **96.800 emplois perdus en 1991. Selon les chiffres définitifs de l'INSEE, l'industrie et le BTP ont enregistré une baisse de 142.300 alors que le tertiaire a créé 45.500 emplois.**

■ L'activité a stagné en France en septembre. Selon l'enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France, l'automobile, l'agroalimentaire et les biens de consommation ont enregistré une hausse légère de leur production, les biens d'équipement professionnel une stabilité, tandis que le BTP et les biens intermédiaires ont vu leur production baisser.

■ **L'ensemble de la filière construction se mobilise contre la crise de l'immobilier et la chute de la construction de logements neufs, qui pourraient entraîner la perte de 50.000 emplois l'an prochain. Les entreprises du bâtiment organiseront "une journée de colère" en novembre.**

■ Les USA ont atteint un déficit commercial de 9 milliards de dollars en août. C'est le plus mauvais résultat depuis vingt et un mois.

DOSSIER

Information

LA COTE D'ALERTE

Les dérapages d'une information précipitée et quelquefois truquée ont donné mauvaise conscience aux journalistes. Sera-ce suffisant pour résister aux facilités que donne la technique et aux pressions de la concurrence comme de l'argent ?

Dossier préparé par Bernard Chaouat

"Les journalistes sont-ils des menteurs ?" Le titre s'étale en couverture d'un grand magazine de cette semaine. "Faut-il brûler les journalistes", titrait "Télérama" il y a six mois. D'un journal de critique de télévision, donc amené à juger les journalistes de l'audiovisuel au gotha de la presse parisienne qu'est le "Nouvel Observateur", un cran de plus est franchi. Colloques, articles, livres se succèdent. Que s'est-il donc passé pour que la presse soit amenée à un examen de conscience à laquelle elle s'est longtemps refusée ?

Jusqu'à il y a peu de temps, la réponse à toute critique venant de l'extérieur de la corporation était l'imperturbable : "Le journaliste n'est qu'un messager, vous le récusez parce que vous n'acceptez pas le message." La réplique était d'autant plus commode et sans appel qu'elle n'était pas toujours fausse et qu'elle culpabilisait l'interlocuteur.

La bonne conscience régnait au royaume des médias. Mais le prétendu "âge d'or" du journalisme passé n'était qu'un "âge de fer," "C'était le temps du journal télévisé composé dans le bureau du ministre de l'Information... de la distorsion partisane des faits les plus patents", écrit Laurent Joffrin dans le "Nouvel Observateur". Vrai pour une part. Seulement, à l'époque, l'ORTF, "Le Monde" ou "France-Dimanche" ne suscitaient pas les mêmes reproches. Et Hubert Beuve-Méry ne se sentait pas concerné quand on attaquait Léon Zitrone.

Hier, on pouvait distinguer différents types d'organes de presse qui reflétaient chacun une conception du journalisme. Aujourd'hui, l'information fait système. Des bavures qui se multiplient, quel journal peut se croire épargné ? Précipitation : Pauline Laffont est retrouvée sur La 5 et Monica Vitti meurt dans "Le Monde" qui relaye un faux scandale de Panama. Tous les journaux affichent en première page le faux charnier de Timisoara qu'ils ont vu... à la télévision. Reconstitution et mise en scène de l'information : quel organe de presse peut se vanter de n'avoir jamais pratiqué, serait-ce sur un mode mineur, ce que Patrick Poivre d'Arvor a pratiqué en grand avec sa fausse interview de Fidel Castro ?

De temps en temps, la technique trahit : accéléré de bandes magnétiques ou vidéos alors que le présentateur sur le plateau ou en studio est censé passer la parole en direct à son correspondant sur le terrain, raccords ou photos visiblement reconstitués.



Ou les caves se rebiffent : Jean-Luc Mano dénonce le faux suspense du référendum sur TF1, quelques jeunes dénoncent de bien étranges prestations de service (6.000 F contre un tag ou 2.000 F pour faire le drogué).

Certes, tout ne se vaut pas et des différences continuent à exister dans l'information des divers médias. Mais qui peut sérieusement nier ce constat d'Albert du Roy "L'approximation, l'insinuation, l'allusion, l'amalgame se glissent de plus en plus souvent dans les colonnes des journaux les plus sérieux. Aucun n'échappe à la contagion" ?

La télévision fait figure d'accusé. Principal média, elle donne le ton à l'ensemble des autres. Elle fixe la hiérarchie de l'information, établit les priorités, accrédite l'événement : Madonna se produisant en France a besoin d'un passage à "7 sur 7", au même titre que Rocard, Giscard, Chirac ou Delors, pour forcer la une de "Libération". Eclatante perversion de la loi du marché : la presse écrite "surfe" sur l'audimat.

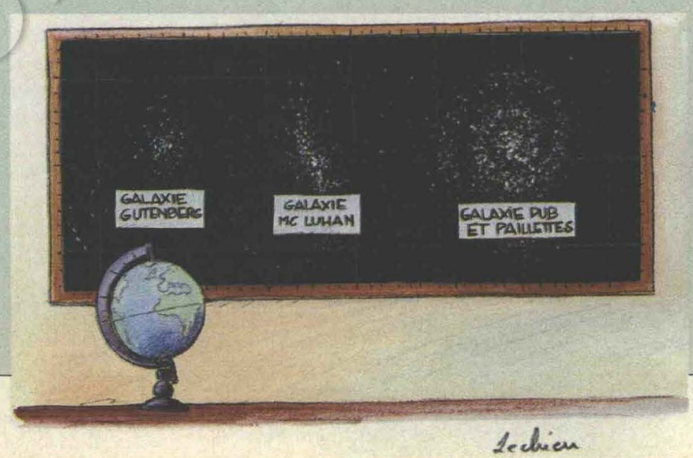
Le support en lui-même n'est pas le seul en cause et il n'y a pas de fatalité à ce que la télévision soit rétive à la réflexion. Comme certaines tentatives actuelles du type du "Géopolis", de Claude Sérillon, tendraient à le démontrer. "En réalité, comme l'analyse dans un excellent article Jean-Claude Guillebaud (1), la télévision n'a pas seulement étendu quantitativement son empire depuis dix ans. Elle s'est elle-même profondément transformée sous l'emprise de l'évolution technologique. Elle aussi a connu une irrésistible dérive qu'on pourrait caractériser en parlant de triomphe de l'instant ou du "direct"... Transmission par satellite, miniaturisation des caméras, mise en réseau du marché international des images, tout cela a concouru à raccourcir les délais entre un événement et sa couverture médiatique en abolissant littéralement le temps." L'information télévisée est le modèle le plus achevé de cette société de la vitesse dans laquelle nous vivons.

Cette "victoire de l'instant, du fait brut, de l'émotif bredouillant" sur "l'analyse, la mise en perspective, l'examen critique"(1) est un phénomène mondial. L'information peut devenir une machine folle et aveugle allant à l'inverse de ce pour quoi elle est théoriquement faite. Incapable de capter les mouvements longs, voulant briser même ceux qui ne suivent pas son rythme (les prises de décision démocratiques, par exemple), ne prenant pas en compte qu'elle change le comportement des acteurs de la vie sociale, elle risque d'être davantage soumise à la frivolité et fragilisée face à la manipulation.

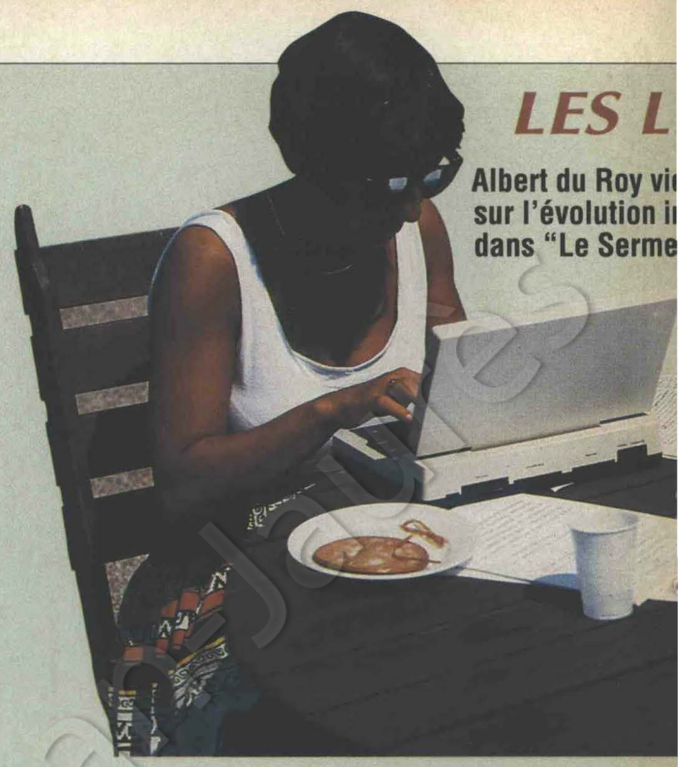
Ce phénomène se conjugue, en France, avec une "hystérisation" moins visible chez nos voisins. En rajoutant sur les fébrilités d'une société en proie en doute qui a du mal à traverser la formidable mutation qui s'opère, des journalistes montent en épingle des événements qui intéressent moins par leur signification ou leur valeur exemplaire que par les gesticulations qu'ils peuvent entraîner. Harcèlements, polémiques tonitruantes auxquelles se prêtent complaisamment intellectuels ou politiques, cette agitation médiatique occupe le devant de l'actualité, éclipsant presque tout sur son passage, avant de sombrer dans l'oubli.

Périodiquement, la France se mobilise sur une affaire qui disparaîtra de son horizon six mois après. Mais dont les conséquences sont parfois plus durables. Le meilleur exemple est celui des foulards islamiques : Jean-Marie Le Pen ne vient-il pas de déclarer que "l'affaire des tchadors, qui était assez mince, avait suffi" pour assurer la victoire de Marie-France Stirbois à Dreux. Les journalistes ne sont pourtant pas condamnés à l'irresponsabilité. ■

(1) In "Le Débat", n°66, septembre-octobre 1991.



Le dessin



LES L

Albert du Roy vi sur l'évolution i dans "Le Serme

LE CINEMA DE TF1

Toute la presse s'est laissé entraîner dans la dérive que dénonce Albert du Roy. Mais certains s'y abandonnent avec plus de complaisance que d'autres. En une semaine, TF1 a dépassé trois fois la ligne jaune. Avec l'arrêt du "Débat" pour cause de mauvais esprit de "Libération", dont le directeur, Serge July, était l'un des débatteur, à l'égard de TF1. Avec la grossière coupure -publicitaire- du prix Nobel de physique, Georges Charpak.

Avec le reportage sur la chômeuse qui se prétendait abusivement radiée de l'ANPE, on atteint des sommets. Vérification faite par les services de Martine Aubry, c'était faux. La personne en question est toujours inscrite sur la liste des demandeurs d'emploi.

Les justifications données par TF1 sont encore plus inquiétantes quant à la conception de l'information de la chaîne. TF1 reconnaît la précipitation qui l'a conduit à diffuser ce reportage à chaud, sans vérifier. Mais refuse tout rectificatif sous prétexte qu'elle connaît d'autres cas de radiation, "authentiques" ceux-là. Interrogée, Michèle Cotta n'a pas cru devoir ajouter quoi que ce soit à ce qui est la défense constante de la chaîne depuis le reportage bidonné d'une "boum" dans les catacombes : peu importe que ce que nous montrons soit faux, pourvu que nous sachions (ou que nous ayons entendu dire) que cela se passe ailleurs. Argument pervers et totalement irrecevable qui autorise et a autorisé, dans le passé et sous d'autres régimes rien moins que démocratiques, tous les abus et les falsifications. Peut-on encore parler d'information quand la vérité est travestie ou achetée et que la fiction tient lieu de réalité ?

"La liberté de l'information, ça n'existe pas." Votre livre commence sur ce constat surprenant. Qu'avez-vous voulu dire ?

Albert du Roy. On considère qu'il y a, dans le monde, de nombreux pays où la liberté de l'information n'existe pas et que, dans les pays démocratiques, elle est quasiment totale. Mais l'information est moins libre qu'on ne le pense et cette liberté n'est jamais acquise définitivement. C'est un combat permanent. Un certain nombre d'éléments, les uns critiquables, les autres non, limitent voire menacent cette liberté.

De quels maux souffre la presse écrite et audiovisuelle ?

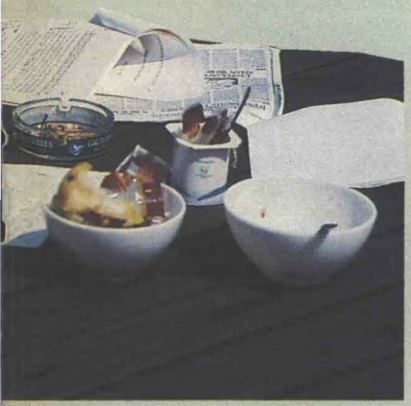
En tête, l'argent, c'est le virus principal. En deuxième, le plus paradoxal et le plus grave parce que le moins facile à régler, la concurrence. En troisième, les pressions que les décideurs politiques, économiques, sociaux peuvent exercer. En quatrième, l'aveuglement journalistique.

Prenons-les dans l'ordre. D'abord l'argent...

L'argent dont ont besoin les journaux peut venir de plusieurs sources. La plus logique, ce sont les recettes de diffusion. Un journal s'adresse à un public, capte son intérêt, ce public l'achète. Mais, pour presque tous les journaux, ces recettes ne sont plus suffisantes. Ils sont donc obligés de chercher ailleurs, le plus souvent dans la publicité. Si un journal n'a pas suffisamment de ressources publicitaires

IMITES DE LA LIBERTE

ent de livrer ses réflexions
iquiétante du journalisme français
nt de Théophraste" (1).
Homme de presse et de télévision,
il dresse un bilan sévère de l'état de l'information.



pour équilibrer ses comptes, il sera fragilisé à l'égard des pressions des annonceurs ou il devra s'adosser à un groupe industriel, financier, dont l'objectif est de gagner de l'argent, et qui voudra faire passer ses messages et respecter ses secrets. Cette double dépendance à l'égard de l'argent s'accentue avec la crise du marché publicitaire.

Vous n'êtes pas persuadé des bienfaits absolus de la concurrence. Vous écrivez : "La loi du marché est scélérate."

Sans concurrence, pas de pluralisme. Ce pluralisme est essentiel, donc la concurrence est une nécessité. Mais elle a des effet pervers. Elle peut se traduire par une course à l'audimat dans l'audio-visuel, à la diffusion dans la presse écrite. Si cette compétition portait sur la qualité, l'exactitude, la pertinence de l'information, ce serait parfait. Hélas, les journaux qui mettent en avant ces critères ne sont généralement pas ceux qui obtiennent l'audience la plus importante. En conséquence, presque tous les journaux sont conduits à utiliser d'autres critères : le sensationnel, la vulgarité, la manipulation de l'information pour la rendre plus aguichante, plus haletante.

Ces dérives se sont-elles accentuées avec les nouvelles technologies ?

Oui, sur deux points. La rapidité de communication, extraordinaire avec maintenant les mini-ordinateurs portables branchés sur téléphone, est un progrès technologique remarquable. Mais le journaliste a de moins en moins le temps de tourner sept fois sa langue dans sa bouche ou sa plume dans l'encrier puisqu'il peut transmettre immédiatement. Le temps de la réflexion s'est considérablement raccourci, le risque d'une information pas tout à fait complète ni pesée s'est considérablement accentué. La seule réponse à ce phénomène est la compétence du journaliste : je ne suis pas sûr que, globalement, elle se soit accrue. Auparavant, à cause de la lenteur des processus (film cinéma à la télévision remplacé aujourd'hui par la vidéo, techniques de composition et d'imprimerie dans la presse écrite beaucoup plus lentes que l'informatique), la collectivité rédactionnelle pouvait corriger les excès commis par le journaliste solitaire.

La deuxième dérive provient de la télévision. Seul média à pouvoir toucher instantanément le monde entier, la télévision consacre la primauté de l'image, donc de l'émotion, de la réaction primaire, rapide. La presse écrite n'a pas trouvé la force nécessaire pour corriger cet impact. La télévision est infiniment plus regardée que la presse écrite n'est lue et les gens accordent davantage de crédit à ce qu'ils ont vu. Les journalistes n'y font pas exception, puisqu'un grand quotidien français a été jusqu'à modifier l'article de son envoyé spécial en Roumanie pour y introduire le massacre de Timisoara que, présent sur place, il n'avait pas évoqué.

Vous donnez comme exemple de dramatisation artificielle de la réalité l'utilisation des sondages...

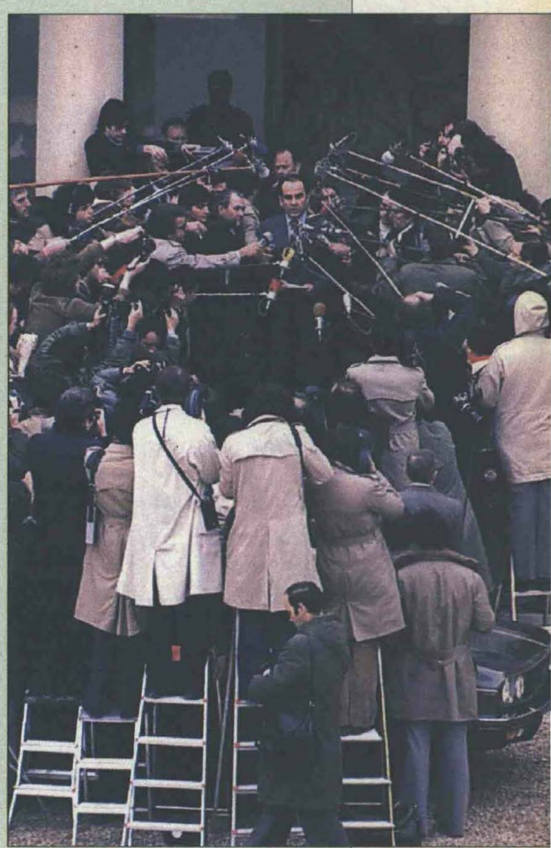
Tous les journalistes informés savent qu'un sondage n'est une indication qu'approximative et qu'une variation d'un, deux ou trois points n'est pas significative. Lorsqu'une personnalité gagne ou perd d'un mois sur l'autre un ou deux points dans sa cote de popularité, la réalité, c'est que l'appréciation de l'opinion publique à son égard n'a pas changé. La loi de la surenchère conduira pourtant le journal qui a commandité chèrement ce sondage à faire de ce non-événement une information. - 1 point ou + 1 point sera titré, selon les cas "La chute de Mitterrand" ou "Bérégovoy reprend du poil de la bête". Et de sages éditorialistes le commenteront doctement.

Vous évoquez pour le journaliste le droit à l'erreur. Où s'arrête-t-il et où commence le dérapage inacceptable ?

Il y a deux erreurs inacceptables. L'erreur volontaire de celui qui, par goût du sensationnel, esprit partisan, travestirait une information. On en peut trouver mille exemples, hélas. Et l'erreur par incompétence déjà plus difficile à cerner. Et puis des erreurs sont commises parce que le mur du secret qui protège l'information est difficile à percer : on peut, ayant enlevé une brique de ce mur, avoir une version partielle, parfois un peu fausse, de ce qui est derrière. C'est le début d'une découverte de la vérité. L'affaire Greenpeace en est une bonne illustration. On a un petit bout du fil, il faut tirer dessus. Les erreurs volontaires, chaque fois qu'elles sont connues, sont dénoncées vigoureusement, font l'objet de polémique. On les identifie bien, mais le public ne les sanctionne pas assez. En revanche, les erreurs dues à l'incompétence ou à un mauvais fonctionnement du système d'information sont très nombreuses et les journalistes ne portent pas suffisamment d'attention à ce qui les conduit à les commettre. Je suis pour condamner les erreurs volontaires scandaleuses, mais aussi pour qu'on tire collectivement les conséquences des erreurs moins scandaleuses, mais encore plus préoccupantes, dues au mauvais fonctionnement du système d'information.

Les journalistes seuls, devenant plus exigeants à l'égard d'eux-mêmes, ne suffiront pas pour que notre presse soit de meilleure qualité. Il y faut aussi la pression du public. On a vu souvent dans le passé que c'était un rêve de penser que l'amélioration de l'offre suffirait à améliorer la demande, c'est surtout la pression de la demande qui améliore l'offre. ■

(1) Flammarion, 240 p., 105 F



A LIRE

Pour comprendre les phénomènes auxquels les journalistes et leur public sont confrontés : l'œuvre du philosophe Paul Virilio qui met la vitesse en évidence comme facteur dominant de notre société. On lira avec profit ses œuvres difficiles mais enrichissantes que sont :

- ***"Esthétique de la disparition"***,
- ***"L'Horizon négatif"***,
- ***"L'Ecran du désert"***,

GALILEE.

Utile mais un peu trop classique :

- ***"Splendeur et misère des journalistes"***,

d'Yves Roucaute, CALMANN-LEVY.

Sur la prédominance de l'information télévisée :

- Alain Woodrow, ***"Information manipulation"***,

EDITIONS DU FELIN.

Voir également :

- ***"C'est la faute aux médias"***,

Yves Mamou, PAYOT.

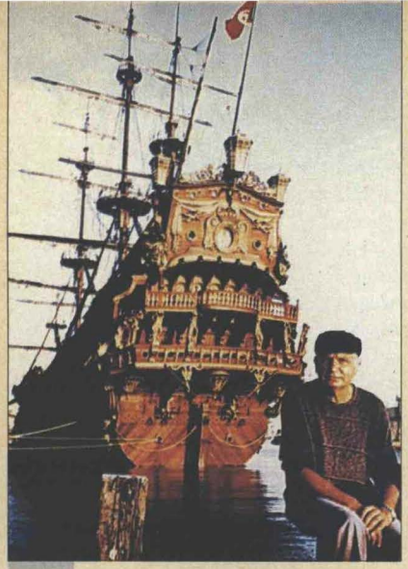
Drôle, plein d'anecdotes croustillantes, mais parfois trop pour initiés :

- ***"Journaux intimes : les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand"***,

Françoise Berger, ROBERT LAFFONT.

REVUES

- ***"Le Débat"*** n°66 septembre-octobre 1991, dossier sur la politique, l'opinion et les médias avec l'article cité de Jean-Claude Guillebaud, GALLIMARD.
- ***"Média pouvoirs"***, n°13-1989 : l'éthique du journalisme, BAYARD-PRESSE.
- ***"Esprit"***, décembre 1990, Jean-François Rouge, ***"Le Journalisme au risque de l'argent"***, traite de la corruption dans les médias. ◆



L'ENVERS DU DECOR

PORTRAIT DE PIERRE GUFFROY
de Robert Salis

L'Ecran, Saint-Denis (93), le 19 novembre

Ou le journal de bord d'un créateur, Pierre Guffroy, qui a travaillé avec les plus grands du 7ème art. Un film sur la passion du cinéma, sur les coulisses du cinéma et le monde du décor de films.

Soirée exceptionnelle, en présence du réalisateur : 50 places pour nos abonnés.

MARVA WRIGHT

UBU, Rennes (35), le 11 novembre

Elle arrive tout droit de Louisiane, pour un aller-retour entre le gospel, le blues et le rythm' and blues. Une colossale chanteuse, une tornade toute de sensualité qui fait le poids. Pour la première fois en France.

UBU et le club offrent 10 invitations à nos abonnés.



PARTIR...
Ayez l'œil ! Les vacances seront au menu de notre prochain numéro, le 6 novembre.

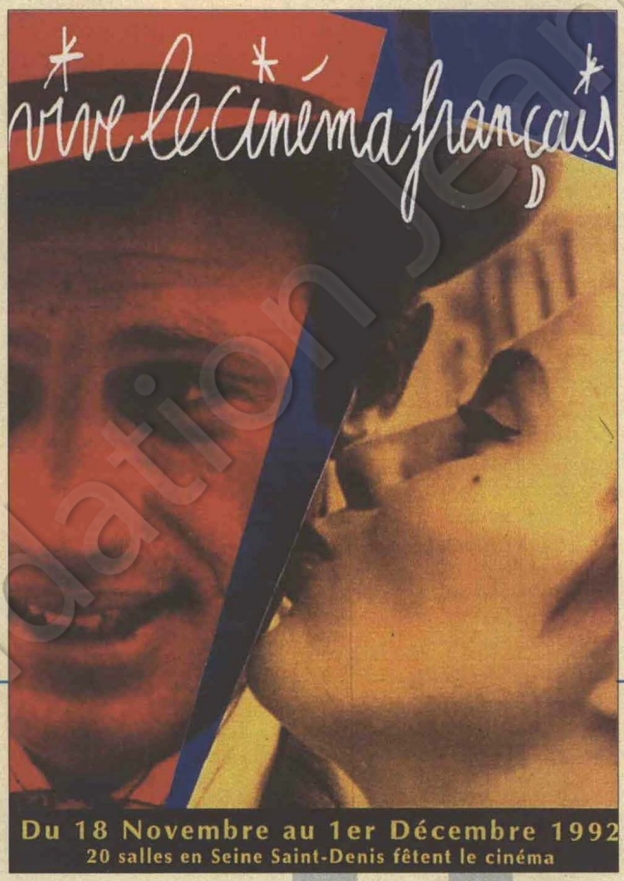
Vendredi
45.56.78.56 / 78.57

VIVE LE CINEMA FRANÇAIS

Seine-Saint-Denis, du 18 novembre au 1er décembre

"Vive le cinéma français", deuxième : le patrimoine et les jeunes créateurs. Avant-premières, rétrospectives, expos, rencontres, débats, hommages, etc. Un feu d'artifice cinématographique lancé simultanément dans 20 villes de Seine-Saint-Denis.

CLAP 93 et le club offrent 30 laissez-passer.



Pour connaître les programmes
- CLAP 93 : ☎ 48 29 08 70
- L'Ecran : ☎ 49 33 66 88
- FAC Libourne : ☎ 57 55 33 43
- Théâtre des Amandiers : ☎ 46 14 70 00
- Le Pin Galant : ☎ 56 97 82 82
- UBU : ☎ 99 31 12 10

Pour obtenir les places, 45 56 78 56 / 78 57

UN SOIR AU BOUT DU MONDE

Libourne (33), salle du Liburnia, le 13 novembre

"Recto-Verbaux", "L'Indécis congénital", "Bla's man" qui ressasse ses tubes fatigués devant une attachée de presse au bout du rouleau... Onze personnages aux noms étranges pour un seul acteur, Tom Novembre, accompagné de Jerry Lipkins au piano.

Un texte de Charlélie Couture et Tom Novembre

Mise en scène : Pierre-Loup Rajot

10 invitations pour nos abonnés.



RAOUL PETITE

Espace culturel du Pin Galant, Mérignac (33), le 14 novembre

C'est du "rock and drôle"... Plus qu'à un simple concert, c'est à un spectacle total que nous convient ces douze joyeux drilles, clowns, comédiens et brillants musiciens. Raoul assure, c'est sûr !

Le Pin Galant et le club offrent 5 invitations (2 personnes).

MOLLY BLOOM

Théâtre des Amandiers, Nanterre (92), du 3 au 29 novembre

Dans le silence de la nuit, une femme s'abandonne à la rêverie... Surprenant et dérisoire, drôle et grave, trivial et émouvant. Vrai comme la vie.

Le monologue de Molly Bloom est le dernier épisode de "Ulysse", œuvre maîtresse de James Joyce. Avec Hélène Vincent.

Mise en scène : Jean-Michel Dupuis

Le théâtre des Amandiers et le club offrent 5 invitations (2 personnes) les 8 et 10 novembre.



▲ *Le 18 octobre, à Rome, c'est la grève générale.*

ITALIE

un pays sous turbulences

Parler de crise en Italie est presque trop faible. Tout s'effrite. Le mécontentement est manifeste. L'automne est et sera chaud.

Milan, place du Dôme, mardi 13 octobre. Journée de grève générale. Les lèvres en sang, la veste tachée de jaune d'œuf, Sergio d'Antoni, secrétaire national de la CISL, la confédération syndicale d'inspiration chrétienne, parle pendant une vingtaine de minutes sous une pluie de projectiles hétéroclites lancés par un groupe de contestataires. Devant lui, une foule de quatre-vingt mille travailleurs en colère. Le mois dernier, à Florence, c'était le tour de Bruno Trentin, secrétaire de la CGIL, de subir une agression. Manifestations. Grèves. Contestations. C'est l'automne chaud.
Une période de turbulence qui a éclaté au lendemain du lancement d'un plan de rigueur sans précédent -93.000 milliards de lires en économies budgétaires et en nouveaux impôts- qui vise, après des années de tergiversations, à corriger les déséquilibres structurels à l'origine du déficit budgétaire. Un gouffre qui n'arrête pas de se creuser, entraînant une dette publique monstre qui, à son tour, engendre une crise de confiance des marchés.
La base ouvrière exprime un fort mécontentement contre une politique gouvernementale jugée inique et l'attitude des syndicats, jugés complices. Ces derniers n'ont-ils pas en effet donné le la aux sacrifices en acceptant de signer, en juillet dernier, l'accord qui a mis fin à la sacro-sainte "scala mobile", l'indexation automatique des salaires ?
Certains n'ont pu s'empêcher, en revoyant les scènes de ces jours-ci, de se rappeler celles d'il y a une quinzaine d'années, lorsque les "autonomes" descendaient dans la rue. Une violence qui déboucha sur le terrorisme. Même situation ? Pas vraiment, ou qui sait, peut-être pire... La crise, à la fois économique, sociale et politique que connaît l'Italie en cet automne 1992, est en effet probablement plus grave encore que celle de la fin des années 70. Les prévisions les plus noires sont faites un peu partout. A commencer par le président du conseil, Giuliano Amato, qui affirme : "Le pays traverse sa crise la plus grave depuis 1946."
Il s'agit en fait de sauver l'Etat de la banqueroute et de remettre le pays sur les rails de l'Europe. Mais quelle Europe ? De plus en plus, on semble se rendre à l'évidence ici qu'elle ne pourra pas être la même pour tous. Les objectifs d'assainissement économiques qu'impliquent le traité de Maastricht apparaissent presque hors de portée, vus de Rome. Et comme pour assombrir le tableau, c'est sur fond de crise de légitimité du système politique que tout va se jouer.
Comment peut-on en effet faire accepter aux Italiens que ce soit cette même classe politique qui, pendant des années, a tiré sa force du laxisme financier qui aujourd'hui parle de sacrifices ? D'un bout à l'autre de la péninsule, les enquêtes judiciaires conduisent des hommes politiques, des administrateurs, des entrepreneurs en prison par dizaines. Quand ce n'est pas l'inculpation par les juges, c'est l'opinion publique qui condamne la politique et son personnel. C'est le système de représentation qui est mis en cause. Partout, surtout au Nord, là où traditionnellement le bien-être économique a servi de contre-pouvoir au clientélisme politique.

DE NOUVELLES ASPIRATIONS

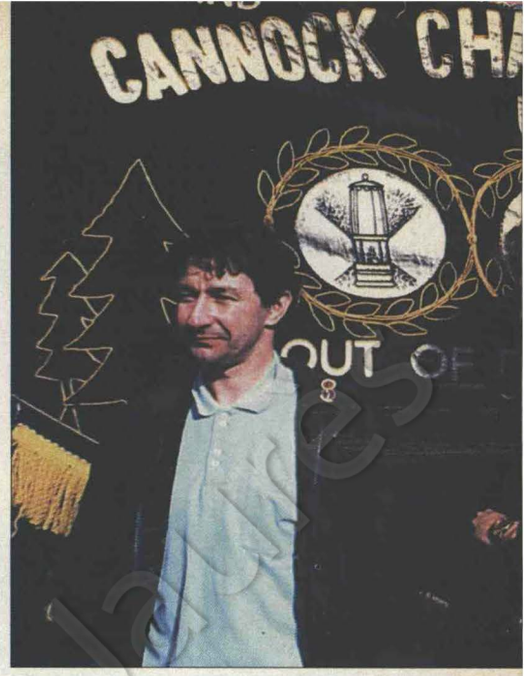
Résultat, on assiste à une formidable poussée des ligues autonomistes. Celles-ci, en s'insurgeant contre les partis traditionnels et le système politique en général sont en train de gagner Rome. Au sens propre, avec l'arrivée de quatre-vingts parlementaires, et au sens figuré, en faisant naître, dans l'opinion publique, le besoin d'un nettoyage général. Les partis au pouvoir ont dû répondre à ces aspirations : au plus haut niveau de l'Etat et du gouvernement, pour commencer, avec l'élection d'un politique intègre comme Oscar Luigi Scalfaro à la présidence de la République et avec la nomination d'un premier ministre plus intellectuel qu'homme d'appareil comme Giuliano Amato.
Même démarche à l'intérieur de la machine des partis avec, ces jours-ci, la nomination d'un nouveau secrétaire général de la Démocratie Chrétienne, Mino Martinazzoli, un homme qui est toujours resté en dehors de la nomenklatura du parti, au moment où le PSI, lui aussi, connaît des soubresauts avec la mise en cause de Bettino Craxi. Pour réformer la politique, enfin, voici l'apparition de nouvelles forces "transversales" sous différentes étiquettes : "Allianza democratica", "Popolari per la riforma" ou "Sinistra di governo". L'objectif ? Redonner crédibilité à la Politique (avec un P majuscule) en mettant fin, de la part des partis traditionnels -discrédités- à la monopolisation de l'Etat, stopper la désagrégation du pays -les appels à la sécession de la part des ligues deviennent insistants- et assainir enfin la situation économique. Mais le temps est compté.

Salvatore Aloise

la "déclaration de Birmingham" : un réglage nécessaire

A Birmingham, les Douze ont resserré les rangs. Evitant tout sujet conflictuel, ils ont axé l'essentiel de leurs travaux sur le développement du fonctionnement démocratique de la Communauté.

L'objectif de ce conseil extraordinaire était clair : avant tout réaffirmer la volonté des Douze de voir menées à bien les ratifications en cours du traité de Maastricht -en évacuant toute idée de renégociation- et convaincre les opinions publiques que la construction européenne se fait avec et pour les citoyens.
La déclaration finale consacre plusieurs passages à la question de la répartition des compétences et des responsabilités au sein de la CE, qui, aux yeux de François Mitterrand, "loin d'être dérisoire, est un problème majeur pour le devenir des douze pays." Le principe de subsidiarité, qui fonde le traité de Maastricht, rebaptisé à Birmingham "principe de proximité", a été au cœur des débats. La Communauté doit être "plus ouverte", précise le texte final ; elle doit "respecter l'histoire, la culture et les traditions de chacune des nations, en ayant une idée claire de ce que doivent faire les Etats membres et de ce qui doit être fait par la Communauté."
Les Douze ont renvoyé au conseil européen d'Edimbourg, en décembre, le soin de proposer les moyens d'assurer la "transparence" des travaux des institutions communautaires. Première visée, la commission, dont le mode de fonctionnement a été récemment l'objet de violentes attaques. Si les Douze souhaitent qu'elle "procède à des consultations plus larges avant de proposer des textes législatifs", François Mitterrand, appuyé par quelques autres, a cependant souligné qu'une sorte de droit de veto ne saurait être institué, qui risquerait de bloquer la Communauté.
La transparence, c'est aussi le contrôle démocratique. A cet égard, la déclaration finale rappelle "le rôle important du Parlement européen" et l'association des parlements nationaux au travail communautaire prévue par le traité de Maastricht (conférence des parlements).
Bref, les Douze ont voulu donner l'impression d'avancer d'un seul pas, gommant toute idée d'Europe à deux vitesses. Et ce d'autant plus que les autres sujets qui auraient pu faire apparaître des divergences d'appréciation n'ont été que survolés. Le fonctionnement du SME, après les turbulences financières des dernières semaines, a été à peine évoqué. Le texte adopté sur le GATT reste général, soulignant "l'importance d'aboutir à un accord juste et fructueux d'ici à la fin de l'année." La France n'a pas eu à expliquer sa position sur ce délicat dossier, même si, au cours de sa conférence de presse, le président français a affirmé "qu'il n'y aurait pas d'accord si les propositions américaines ne lui donnaient pas satisfaction."
Ce qui n'a pas empêché Jacques Delors de se déclarer "rassuré" à l'issue du sommet de Birmingham qui a, selon lui, "permis d'élever le niveau de confiance entre les Douze." John Major lui-même a réitéré son credo européen et sa volonté de faire ratifier le traité de Maastricht aux Communes, à Noël. Pour autant, il n'est pas sûr que la tonalité générale du conseil ait convaincu les eurosceptiques britanniques, ce qui était l'un des objectifs du premier ministre.
Le conseil s'est en effet déroulé pour lui sur fond de crise politique, économique et sociale, avec l'annonce précipitée de la baisse d'un point supplémentaire des taux d'intérêt et alors que les mineurs manifestaient dans les rues de Birmingham contre le licenciement prochain de 30.000 d'entre eux lié à la fermeture de trente et un puits de charbon (ramenés à dix le lendemain en raison du tollé soulevé par cette mesure).



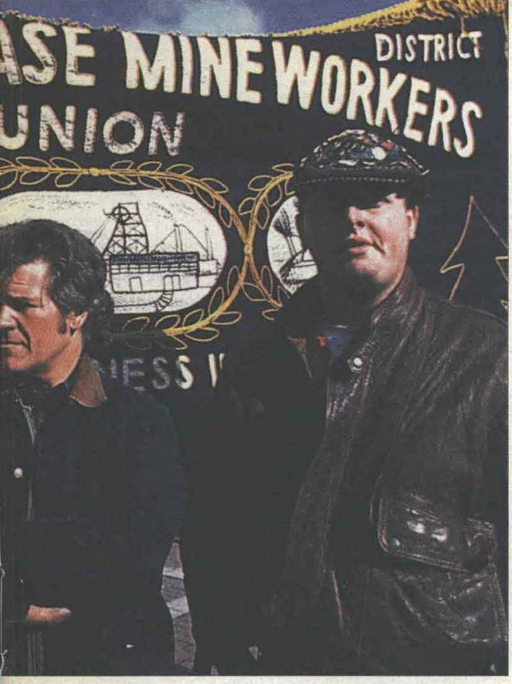
▲ *Des manifestations de sympathie et de soutien aux mineurs s*

ANGOLA

les élections de tous les risques

Organisées sous haute surveillance de la communauté internationale, les premières élections libres ont consacré la bipolarisation de la vie politique.

Les 29 et 30 septembre derniers, seize mois après la signature d'accords de paix à Lisbonne (31 mai 1991), ces élections, dont l'organisation a coûté 40 millions de dollars, ont confirmé les positions des deux signataires de ces accords. Les résultats proclamés plus de quinze jours après la tenue du scrutin ont accordé 49,07% des voix au président sortant, José Eduardo Dos Santos, du MPLA (Mouvement pour la libération de l'Angola) contre 40,07% à Jonas Savimbi, chef de l'UNITA (Union pour la libération totale de l'Angola), ce qui suppose l'organisation d'un second tour. Aux législatives, le MPLA emporte la majorité absolue des sièges de l'Assemblée.
Dans ce pays, meurtri par quatorze ans de lutte armée contre l'ancienne puissance coloniale portugaise et seize de guerre civile, seuls ces deux partis politiques disposant de véritables armées ont pu occuper le terrain. Le multipartisme ayant été reconnu le 26 mars 1991, une troisième force, dont l'Eglise et certaines composantes de la société civile pouvaient être les supports, n'a pu se constituer pour affronter ces échéances électorales puisqu'on ne comptait pas moins de onze candidats à l'élection présidentielle et dix partis en lice pour le Parlement. Cette incapacité à s'unir enlevait toute crédibilité à ces candidatures. Pourtant, les accusations régulières de mauvaise gestion et de corruption lancées contre l'ancien parti-Etat MPLA et les risques de voir s'établir avec la victoire de l'UNITA un régime des plus totalitaires offraient des bases sérieuses à une telle hypothèse.
Savimbi, contestant la régularité du scrutin une semaine après sa tenue, a retiré ses généraux de la direction de l'armée unique tout juste constituée à la veille des élections et a regagné son fief de Huambo alors que se multipliaient les attentats dans l'Est du pays (aéroport de Luéna) et dans le centre de la capitale Luanda.
Gel des résultats, envoi d'une délégation de l'ONU par le Conseil de sécurité, pressions de l'Afrique du Sud, des Etats-Unis et de l'ensemble de la communauté internationale, tout a été fait pour que Jonas Savimbi renonce à plonger l'Angola dans une nouvelle guerre civile.
La présence à Luanda du sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines, Herman Cohen, et le déplacement du ministre sud-africain des Affaires étrangères, Pik Botha, à Huambo, pour



sont déroulées dans plusieurs villes britanniques le même jour.

Des manifestations de sympathie et de soutien aux mineurs se sont déroulées dans plusieurs villes le même jour. D'autres ont suivi, notamment à Londres le 21 octobre.
L'épreuve de la ratification s'annonce particulièrement mouvementée pour John Major, plus contesté que jamais par une partie des siens et par l'opposition travailliste, aussi désormais sur sa politique économique et sociale. Même si François Mitterrand s'estimait satisfait de la position du gouvernement britannique qui "n'a pas l'intention de traîner les pieds" dans l'affaire de la ratification. Lui non, peut-être, mais le reste du pays ?

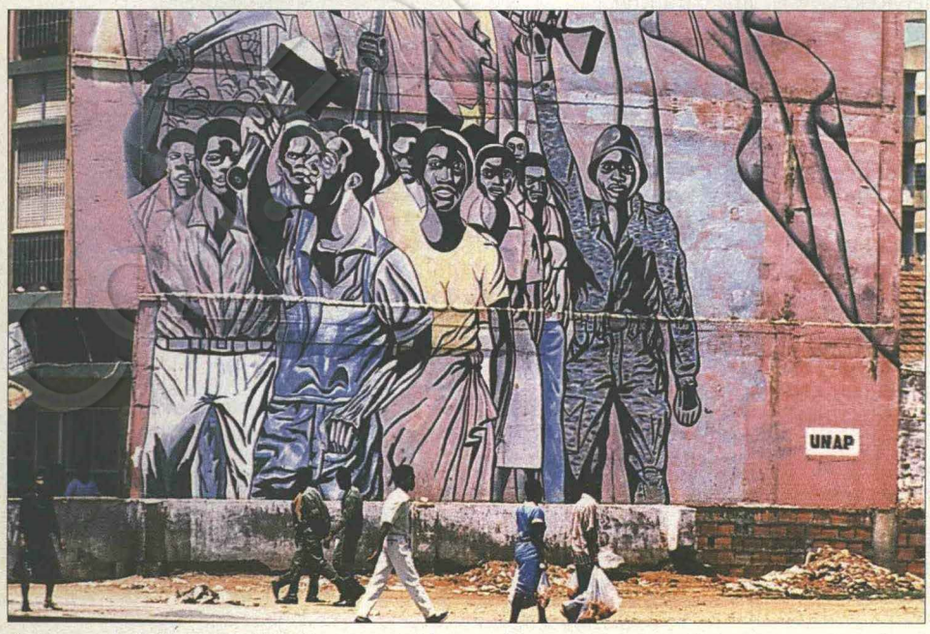
Ghislaine Toutain

RESTER JOURNALISTE A SARAJEVO

"L'Association Sarajevo", présidée par Francis Jeanson, et dont le comité de parrainage compte parmi ses membres Gilles Martinet, Laurent Schwartz, Robert Verdier et Pierre Vidal-Naquet, se donne pour but d'informer et de sensibiliser l'opinion sur la situation de la Bosnie-Herzégovine. Elle appelle instamment à soutenir les journalistes de la presse écrite et radiotélévisée de Sarajevo qui continuent de travailler dans les caves de leurs immeubles détruits, privés du papier et du matériel nécessaires.
Les cotisations (100 F) et les dons adressés à "l'Association Sarajevo", 153 avenue du Maine, 75014 Paris, serviront en priorité à l'achat et à l'acheminement de matériel de communication minimal. ☎. 45.45.71.75

convaincre Savimbi de rencontrer le président Dos Santos dans la capitale, reflètent l'acuité de la crise qui secoue le pays. En votant massivement (plus de 90% de participation, selon le Conseil national électoral), les Angolais, marqués par trente ans de guerre, ont exprimé leur attachement à une issue pacifique.
On peut raisonnablement espérer que la nouvelle donne mondiale y contribuera. L'Afrique australe n'est plus le champ des affrontements Est-Ouest et, depuis les accords de New York sur la Namibie et l'Angola, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis, ayant obtenu le retrait des Cubains de Luanda, ne peuvent plus soutenir l'aventurier Savimbi. Mais une autre incertitude demeure au Nord du pays. L'enclave du Cabinda (7.200 km^2 pour 150.000 habitants) qui produit deux tiers du pétrole angolais, a boudé les urnes. En paralysant l'enclave par une grève totale de cinq jours, les Cabindais ont réaffirmé leur revendication d'indépendance.

Guy Labertit



▲ *En votant massivement, les Angolais ont exprimé leur attachement à une issue pacifique.*

BREF... EN BREF... EN

■ Les bombardements continuent sur Sarajevo, mais l'évacuation par l'armée yougoslave de la région située entre Dubrovnik et la frontière croato-monténégrine confirme l'apaisement des relations entre la nouvelle fédération yougoslave et la Croatie. Mais la tension monte entre l'exécutif fédéral Cosic/Panic, partisan de la négociation, et le président serbe Milosevic, qui persiste à défendre une ligne dure.

■ **Le conseil européen de Birmingham a appelé au déploiement rapide de troupes des Nations Unies en Somalie. La CE a déjà débloqué une aide de 100.000 tonnes d'aliments.**

■ Espagne. La Chambre des députés votera sur le traité de Maastricht le 29 octobre. Tous les partis politiques y sont favorables, sauf certains des 17 députés de la Gauche unie.

■ **Le Parlement norvégien a ratifié le 16 octobre l'accord sur l'espace économique européen qui entrera en vigueur le 1er juillet 1993. L'objectif de l'EEE est de créer un bloc commercial de 19 nations, de l'Océan arctique à la Méditerranée.**

■ Le Mexique, les Etats-Unis et le Canada ont signé, le 7/10, un accord de libre-échange. Cet accord -l'Alena- concerne 360 milions de consommateurs et représente un PIB de 6.000 milliards de dollars. L'Alena ouvre aux trois pays des perspectives de développement économique importantes. Le Mexique, loin d'être passé sous les fourches caudines américaines, a gardé sa liberté de manœuvre, économique et politique, dans ses relations avec l'Amérique latine et l'Europe. Il a ainsi signé plusieurs accords de coopération avec la France, en 1991.

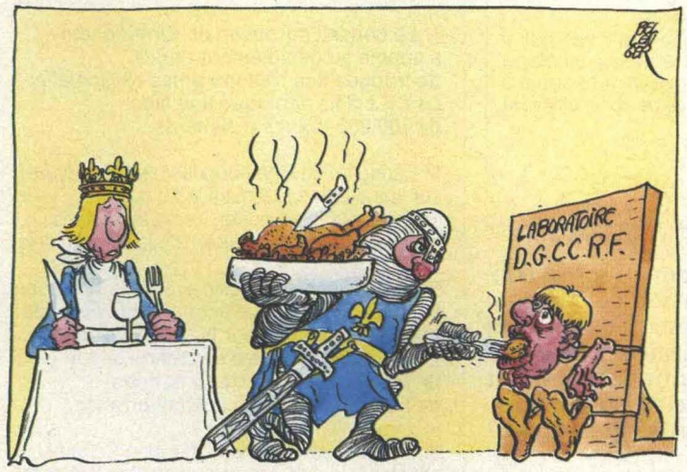
■ **La campagne présidentielle américaine à la télévision a pris fin sur un troisième débat plus animé que les précédents, et qui a porté encore sur l'économie. Si George Bush s'est montré combatif contre son principal rival, Bill Clinton, les observateurs estiment cependant qu'il est trop tard pour qu'il le rattrape. A dix jours de l'élection, selon les sondages, Bill Clinton possède une avance de 15 points. Ross Perot, attaquant l'un et l'autre, n'y pourra rien changer.**

■ Israël n'attend pas "de réels progrès" de la septième session des négociations de paix, qui s'est ouverte le 21 octobre à Washington. Les Israéliens arrivent cependant avec des formules inspirées du document syrien pour les négociations bilatérales avec Damas. Avec les Palestiniens, la situation est plus complexe encore et Israël propose de créer 15 sous-commissions pour aborder concrètement les différents aspects de l'autonomie. Ces négociations se déroulent alors qu'une vague de violence sans précédent depuis le début des discussions éclate en Cisjordanie et à Gaza.

■ **Deux accords sont intervenus, après quatre mois d'impasse, entre l'ONU et le régime de Bagdad sur la reprise de l'aide humanitaire et sur la sécurité pour les équipes d'inspection et l'ensemble du personnel des Nations Unies.**

CONCURRENCE ET FRAUDES

sécurité et qualité



Fondée en 1985, la DGCCRF (1) est au service des consommateurs. C'est aussi un élément régulateur du marché.

Cette administration, placée sous l'autorité du ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, est mise à la disposition du secrétariat d'Etat chargé de la Consommation, mais peut aussi intervenir à la demande d'autres ministères (Industrie, Commerce, Agriculture...).

SON ROLE

La DGCCRF est l'autorité de contrôle du marché. "Dans une économie d'échanges, explique Christian Babusiaux, directeur général, un arbitre est nécessaire, quelqu'un qui intervient pour réguler, résoudre les litiges, empêcher les abus... Une partie de notre mission consiste donc à surveiller le fonctionnement des marchés, à contrôler les concentrations, à vérifier qu'aucune entreprise ne fausse le marché, à développer le libre jeu de la concurrence...".
Au service des entreprises, mais aussi des consommateurs, la DGCCRF surveille également la sécurité et la loyauté des produits. Par exemple, elle vérifie que les produits alimentaires ne contiennent pas de substances dangereuses, que les produits électriques sont conformes aux normes électriques, qu'il y n'a pas de tromperie sur la marchandise (qu'un champagne est bien du champagne) ni de publicité mensongère, regarde si les entreprises respectent les règles de protection des consommateurs, si l'information sur les prix est correcte... Son rôle est multiple et concerne l'ensemble des produits et services.

SES MOYENS

La DGCCRF dispose de plus de 4.000 agents dont 3.000 dans les départements (cent une directions départementales et vingt-deux directions régionales) et près de 500 à Paris. Elle possède huit laboratoires interrégionaux (Paris-Massy, Rennes, Bordeaux, Montpellier, Lille, Marseille, Strasbourg, Saint-Denis de la Réunion) équipés d'appareils sophistiqués et un centre de formation à Montpellier. Une part importante du budget de la DGCCRF est consacrée à la formation. Ses agents sont en effet de véritables experts. En plus des directions départementales, il existe de nombreuses implantations sur des lieux importants de production (par exemple, il y a vingt-cinq agents en permanence à Rungis). Un réseau informatique relie l'ensemble des sites. En outre, la DGCCRF est le point de contact de la Communauté européenne pour la France et reçoit les informations concernant la sécurité des produits.

SES POUVOIRS

Chaque année, la DGCCRF inspecte des entreprises, voit comment est organisé le processus de production, contrôle les produits, procède à des analyses physio-chimiques ou microbiologiques (près de 70.000 par an dont 20.000 en moyenne à la demande des consommateurs ou les entreprises). Elle mène aussi des actions ponctuelles (opération vacances) ou des opérations particulières. C'est le cas de l'opération "Dragon", en décembre 1991, à Paris, dans le XIIIe arrondissement. Trente-deux agents ont contrôlé une trentaine d'établissements de la communauté asiatique (restaurants, supermarchés, pâtisseries...). Ils cherchaient des additifs non autorisés, vérifiaient les règles d'hygiène...
Si la DGCCRF constate qu'un produit est dangereux, il est automatiquement saisi. Par exemple, fin 1991, elle a enquêté dans quatre départements (Nord, Bas-Rhin, Moselle, Val-de-Marne) pour rechercher la présence de daminozide dans les pommes importées. Le daminozide, régulateur de croissance suspecté d'être cancérigène, est interdit en France depuis 1990. Le contrôle a porté sur quarante lots, vingt-quatre d'entre eux, non conformes, furent détruits.
Si la DGCCRF constate une concurrence déloyale, une tromperie..., elle dresse un procès verbal mais c'est le juge qui tranche.
Le particulier peut la saisir, il lui suffit de contacter les directions départementales. Près de 400.000 consommateurs s'adressent à la DGCCRF chaque année. La plupart des demandes sont reventilées auprès des associations de défense des consommateurs. En 1991, la DGCCRF a donné une suite à 33.600 plaintes. La DGCCRF possède un service minitel, 36.14 Consom, à la disposition du particulier, et diffuse des spots télévisés (M6). Chaque année, elle publie son rapport d'activité, une revue juridique et des dépliants d'information.

Chrystie Lipani

(1) Direction générale de la Concurrence, de la Consommation, et de la Répression des fraudes, 3-5 Bd Diderot, 75572 Paris cedex 12. ☎ 44.87.17.17

... EN BREF...

■ **Afin d'aider les particuliers à faire valoir leurs droits, Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la Consommation, a proposé l'installation, dès 1993, dans chaque département, de conciliateurs spécialisés en matière de consommation.**

■ Limiter les conséquences économiques graves provoquées par le décès du conjoint, tel est l'objectif de la campagne de sensibilisation des familles "Prévoir ensemble", lancée par trois organismes : Fédération des associations de veuves civiles chefs de famille (☎ 42.85.18.30), Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles (☎ 43.31.12.34), Centre de documentation et d'information de l'assurance (☎ 42.47.94.41). Manifestations régionales : Avignon le 5 novembre, Toulouse le 12, Nantes le 17, Lille le 24 et Créteil le 1er décembre.

■ **"Vous et le constructeur", brochure réalisée par le ministère de l'Equipement et l'Association nationale pour l'information sur le logement, clarifie les relations entre professionnels et acquéreurs. Elle est remise gratuitement dans les différentes directions départementales de l'Equipement et dans les centres d'information sur l'habitat.**

■ Un médiateur chargé de résoudre les litiges entre banques et clients. Les travaux du comité consultatif des usagers des banques portent sur cette idée.

■ **Organisation générale des consommateurs, nouvelle adresse : 43 rue Marx-Dormoy, 75018 Paris. ☎ 46.07.09.65**

■ Souligner le dynamisme des organismes collecteurs du 1% logement, ce fut le but de leur récente convention à Paris. Plus de 100.000 familles utilisent chaque année le prêt à 1% pour accéder à la propriété et l'intervention du 1% dans le logement social locatif contribue à la construction ou la rénovation de plus de 120.000 logements.

■ **Pour venir en aide aux victimes des catastrophes naturelles dans le Vaucluse et l'Aude, l'Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL), en liaison avec l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (ANPEEC), a dégagé une dotation de 4,6 millions de F.**

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée sur ses terres

Lettre à ...

Ma douce

Un certain médecin, le marquis Bernard-Pierre Ponce de Pilate, las de soigner les gens, a voulu soigner les affaires de la France et s'est fait élire député. Il s'est dit que ces affaires-là étaient plus faciles à traiter que les maladies. Ce qu'il trouva de fâcheux auprès de ses patients, c'est qu'ils veulent toujours que leurs médecins les guérissent. Comme l'a déclaré le petit marquis à une gazette : "Cela est plaisant et ils sont bien impertinents de vouloir que nous autres médecins, nous les guérissions : nous ne sommes point auprès d'eux pour cela ; nous n'y sommes que pour toucher nos honoraires et leur ordonner des remèdes. C'est à eux à guérir s'ils peuvent."

Depuis qu'il est sur les bancs de l'Assemblée il n'y a point eu de député qui ait fait plus de bruit que lui dans toutes les disputes. Il s'y est rendu redoutable, et il ne s'y passe point de loi où il n'aille argumenter à outrance la proposition contraire. Il est hargneux dans la dispute, fort comme un Turc sur ses principes, ne démord jamais de son opinion et poursuit un raisonnement jusque dans les derniers recoins de la logique. Il a transporté en politique ce qu'il a retenu de la médecine, toutes les humeurs, les biles, les chyles, les phlegmes, les ichors, les chassies, les sanies, les morves et les pus. Tout ce qu'il touche des affaires publiques est touché de phlegmasie et d'infection. Quand il fut en charge des affaires de Nouvelle-Calédonie, il laissa pourrir l'abcès de la situation et sut faire mourir des gendarmes et des Canaques aussi bien que Diafoirus laissait mourir ses malades.

Dès qu'il a flairé les odeurs délétères du sang contaminé, son sang n'a fait qu'un tour et il a su que l'affaire était pour lui. Notre petit marquis a voulu poursuivre devant la Haute Cour ceux qui ont eu en charge l'Etat. C'est vous dire, ma douce, si la France peut attendre quelque guérison de ses maladies avec des médecins de cet acabit. Heureusement, il fut débouté.

Pour moi, ma douce, vous êtes la seule guérison du mal que j'éprouve d'être loin de vous.



p.c.c. Jean Guilloineau

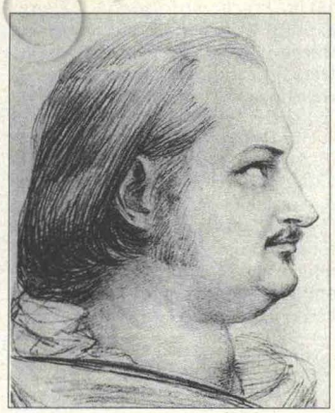
VIRGIL TANASE

La tentation totalitaire

Nous vivons une drôle d'époque où l'œuvre littéraire semble écrite pour permettre ensuite à l'auteur de raconter sa vie, la faire raconter par d'autres dès qu'il aura fini ses comptes avec ce monde. Il est probable que les biographies de Gabriele d'Annunzio (1) et d'Ezra Pound (2) auront plus de lecteurs que les volumes de poèmes de ces deux auteurs. Rappelons-le d'entrée de jeu, ils étaient tous les deux fascistes et il est utile de comprendre comment ils l'étaient devenus, cédant à une espèce de tentation totalitaire de l'écrivain qu'il faudrait savoir réprimer.

Gabriele d'Annunzio jouit à la fin du siècle dernier, et jusqu'à sa mort à 75 ans, en 1938, d'une réputation exceptionnelle. Il a marqué même, avec le Polonais Sinkiewicz, la formation littéraire d'un Montherlant. Philippe de Saint-Robert le note dans son *"Montherlant ou la relève du soir" (3)*, un essai dont la lecture fait pièce aux biographies de d'Annunzio et de Pound. Sans pouvoir suivre à la trace un texte qui aime vagabonder et refuse toute méthode pour offrir des suggestions d'interprétation à même d'éclaircir la pensée de

On peut faire de Balzac un socialiste ou un réactionnaire.



▲ *Honoré de Balzac.*

Montherlant, il faut remarquer à quel point la lucidité de l'écrivain français le sauve du piège où sont tombés les deux poètes fascistes. A des moments différents, venant de sociétés différentes pour se retrouver dans l'Italie de Mussolini, d'Annunzio et Pound ont, pour point de départ de leur démarche politique, un même refus de l'État démocratique malade, pourri, corrompu. C'est également le constat de Montherlant qui s'insurge contre "le désordre de l'État et de l'Église" mais comprend que "rien de ce qui est absolu n'est bon pour la liberté." Tempéraments poétiques, voulant apporter dans la vie de tous les jours l'exaltation de leur narcissisme, d'Annunzio et Pound se retrouvent dans l'utopie d'un ordre social imposé par la volonté d'un surhomme. Lequel, cela va de soi, est un artiste ayant réussi à s'octroyer un pouvoir absolu sur les esprits des simples mortels. Chef très éphémère de la ville de Fiume, d'Annunzio servira de modèle à Mussolini devant lequel il lui faudra s'effacer, passant ses dernières années en retrait d'un fascisme qui le dépassait.

Ezra Pound souffre lui aussi de ce dangereux complexe de l'écrivain fait d'orgueil et de démesure. Imbu de soi-même, son dégoût de la société américaine était tel qu'il se fit l'allié de ses ennemis sans même prendre la peine d'observer que ceux-ci pratiquaient à une échelle encore plus monstrueuse les vices qu'il reprochait à celle-là.

La conception politique de Balzac n'était pas moins sujette à la tentation totalitaire (encore que, parfois, ses convictions "n'excédaient pas le temps d'écrire un article ou un roman"). Il parvint à la modérer par l'idée d'une espèce de démocratie de la condition humaine. Dans son *"Balzac sans masque, splendeurs et misères des passions" (4)*, Pierre Sipriot conclut : "On peut faire de Balzac un socialiste ou un réactionnaire. Au-delà d'une utilisation partisane, il incite l'humanité à se développer par la toute-puissance de sa force morale, par la somme du savoir et l'expérience dont dispose l'époque où nous vivons. En ce sens, Balzac est, comme il l'a dit, du parti de la révolution qui est celui de la vie." L'excellent ouvrage de Pierre Sipriot (il avait eu le Goncourt de la biographie et le prix Cazes pour son "Montherlant sans masque") trace le cheminement de cet esprit avide d'absolu (d'Annunzio et Pound l'étaient aussi) mais également doué d'une immense générosité. Le personnage Balzac est fabuleux. Le biographe Pierre Sipriot le mesure ; son discours se développe à michemin entre l'homme, l'œuvre et l'époque ; le lecteur est séduit par un texte qui semble un roman, qui a la richesse d'un essai, qui se meut pourtant entre les faits et les documents.

Après la triste leçon (nécessaire, hélas) des biographies de d'Annunzio et Pound, quelle joie de retrouver celle de Balzac sous la plume de Pierre Sipriot, qui sait donner un style à la grandeur d'un homme !

(1) Fayard, 628 p., 198 F.
(2) Belfond, 1.000 p. 250 F.
(3) Les Belles Lettres, 321 p., 140 F.
(4) Laffont, 500 p., 150 F.

16101

VILLE D'ISSOUDUN (Indre)

(15.000 habitants, ligne SNCF Paris-Toulouse, proximité autoroutes A 20 - A 71)

recherche

Chargé(e) d'Information-Communication rattaché(e) au Cabinet du Maire

PROFIL

- Formation supérieure en information, communication
- Expérience professionnelle, en particulier dans une collectivité locale, appréciée
- Connaissance en P.A.O. souhaitée
- Très bonne qualité rédactionnelle et organisationnelle
- Sens du travail en équipe et des relations humaines

MISSION

- Relations avec les médias
- Responsable des publications municipales (bulletin d'information, lettre municipale, plaquettes...)
- Chargé(e) de toute action d'information confiée par le maire et des journaux électroniques d'information

POSTE A POURVOIR IMMEDIATEMENT

Adresser lettre de motivation et C.V. à André LAIGNEL, Maire, Hôtel de Ville Pl. des Droits-de-l'Homme, 36100 ISSOUDUN

16102

LA ROCHE SUR YON

VILLE DE LA ROCHE-SUR-YON (Vendée) 50.000 habitants

recrute

CHARGE DE MISSION au Cabinet du Maire

- Titulaire d'un diplôme universitaire de niveau min. BAC + 3.
- Ce collaborateur direct du directeur de cabinet sera chargé, notamment, de suivre les dossiers de la ville auprès du Conseil Régional et des services de l'Etat.
- Doté d'une capacité à bien rédiger, il doit être motivé, disponible, et avoir l'esprit d'initiative.

Une première expérience au sein d'un cabinet serait très appréciée.

- Possibilité de recrutement par voie de mutation, de détachement, ou selon la procédure contractuelle.

POSTE À POURVOIR IMMEDIATEMENT

Adresser candidature et CV à M. le Maire, Cabinet du Maire, BP 829 85021 La Roche-sur-Yon cedex

■ *Parce qu'un* ■
COLLABORATEUR POLITIQUE
se recrute
DANS UN SUPPORT POLITIQUE...
Pensez aux petites annonces de "Vendredi"

■

"LE MILITANTISME AUJOURD'HUI"

Colloque organisé par le secrétariat national à la Formation

avec Alain Touraine
sociologue

Samedi 24 octobre à 14 h 30

Salle Marie-Thérèse-Eyquem Parti socialiste, 10 rue de Solferino, 75007 Paris

☎ 45.56.78.68

■

▶ IMMOBILIER

16103 - *Liancourt (60),* vds pavillon 5 p. s/2 niveaux, garage, cave, prox. ts commerces, près Roissy, 650.000 F. ☎ (1) 44.73.02.01 / 93.73.95.86

16104 - *Baie de Rosas* (Espagne), vds appartement 3 pièces, parfait état, meublé, cuisine équipée, gde terrasse, vue sur mer, plage à 300 m., 500.000 F. ☎ 53.09.49.67

16105 - *Sud Charente,* proche Dordogne, vds maison de campagne, 3 ch., cuis. équipée, piscine, dépendances, golf 18 trous à proximité. Tél. domicile ☎ (16) 45.81.21.00, bureau ☎ (16) 45.83.40.95

16106 - *Sarcelles-Village centre (95),* 1/4 h Châtelet, vds maison, sur 2 niveaux, 102 m², gd F3 tt confort, garage, grenier aménageable, ch. gaz, 590.000 F. ☎ 39.90.60.55

16107 - *Lagny (77),* vds appartement F3, dans résidence, parfait état, proche toutes commodités (écoles, commerces, transports) avec cave et parking. 520.000 F. ☎ 60.07.79.30

▶ EMPLOI

16108 - *Urbaniste et spécialiste des coll. territ.,* 36 ans, 10 ans d'expérience, chargé d'étude puis profession libérale, cherche poste en rapport : aménagement, politique de la ville de préf. ☎ 45.97.05.16

16109 - JH, 23 ans, adh.PS, DUT techn. de co + formation informatique, exp. en entreprise et en pédagogie, recherche emploi ***animateur de formation,*** centre de formation ou secteur associatif (projet Paque, CFI) ttes régions. ☎ 47.46.04.59

16110 - JF, 23 ans, ***secrétaire trilingue*** (anglais-esp.), expérience France et étranger, adh. PS, cherche emploi ds collectivité, préf. Aude, Languedoc-Roussillon. ☎68.25.43.59

16111 - *Aquitaine.* JH 33 ans, bac + 3, CAFB LP, DUT livre, DEAM, 6 ans exp. librairie, 6 mois exp. bib. dép. informatique, cherche poste dans coll. locale : bibliothèque, documentation, culture... ☎ 56.52.31.47 (après-midi/soir)

16112 - JH 30 ans, ***comptable formation DECF,*** adh. PS, recherche poste sur Lyon (sté, cabinet, association, mairie...). Etudie tte proposition. ☎ H. B. 78.64.07.82 (M. Perez)

16113 - Cadre, 52 ans, ***architecte, éco-conseiller, spécialiste écologie :*** énergies renouvelables, solaires, traitement des déchets, traitement de l'eau, urbanisme vert, cherche emploi, étudie ttes prop. ☎ 26.65.75.87

16114 - Self-made man, 47 ans, Dakarois depuis 1985, ***consultant en publicité / communication / littérature,*** fondateur institut d'études et de sondages, cherche cause retour fin 92 emploi et collaboration (coordination / suivi / presse) Paris, RP ou gde agglo. urbaine. Paris ☎ (1) 42.49.32.41 Dakar ☎ (19) 221.22.01.27

16115 - *Psychomotricienne, 22 ans,* exp. (st. et emploi) hôtel maternel, crèche, centres sociaux, I.M.E., gériatrie, théâtre, contes, relaxation... cherche emp. stable. ☎ 76.38.23.09

16116 - *Docteur en économie,* conseil d'ent. et consultant international, 52 ans, intéressé par prop. de poste de conseiller ou chargé de mission, région Aquitaine de préf., coll. territoriale ou organ. proches, pour coop. interrégionale et intern. décentralisée et/ou création d'ent. et insertion par l'économique. ☎ 91.77.23.76

C'est décidé, je m'abonne

"Vendredi" Le carnet

Sylvie Bouic

était connue de nombreux militants. Elle même avait adhéré au Parti socialiste à l'âge de 19 ans. Depuis, elle avait milité auprès d'Alain Savary, à la fédération de Haute-Garonne, à Bergerac, à Bordeaux. Un accident de la route l'a tragiquement emportée à l'âge de 35 ans.

Au fichier national depuis 1976,

Thérèse Petit

s'employait quotidiennement à mettre à jour le carnet d'adresses du PS. En nous quittant, elle emporte avec elle une très grande gentillesse et un peu de notre mémoire.

Nom .....
.....
Prénom .....
.....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❒ ***Veuillez abonner de ma part ou***
❒ ***Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines***

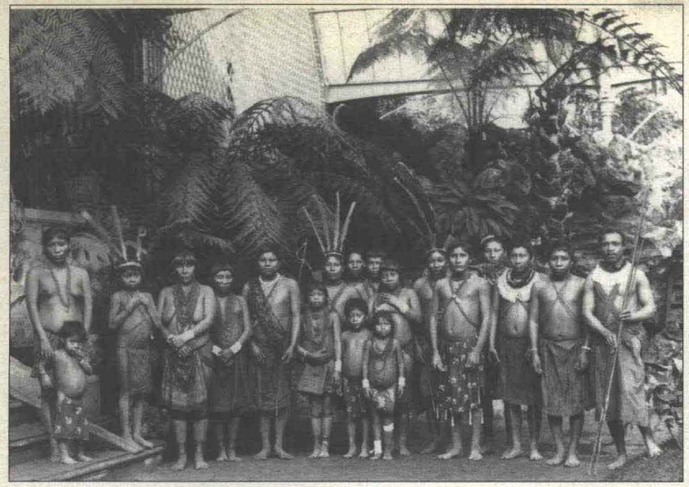
Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❒ ***Veuillez abonner de ma part ou***
❒ ***Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines***

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

Abonnement 1 an : 260 F
DOM-TOM / CEE : 400 F
Autres pays : 600 F
Soutien : 500 F

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07
accompagné, éventuellement, du montant des abonnements. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande adresse.



il y a cent ans, des Amérindiens

"Petit fils, je vais te raconter l'histoire de ceux qui s'en allèrent au pays des Blancs." Ainsi s'exprime, en 1991, un Amérindien de Guyane, évoquant l'incroyable événement subi par son ancêtre en 1882, puis, lors d'un second voyage, en plein hiver 1892, il y a cent ans. Donc, en ce mois de juillet 1882, quinze Kaliñas de Guyane furent "montrés" à Paris au Jardin d'acclimatation. "Le palais qui abrite les Galibis en ce moment se trouve situé à deux pas de celui des singes (...). Ce sont de bons bourgeois de ce pays-là, très doux, et n'étaient certains petits manques de tenue, très comme il faut", note la "Vie moderne" dans son édition d'août de la même année.
L'exposition organisée au musée des Arts et Traditions populaires rassemble les photographies prises à l'époque, mais surtout s'intéresse au "souvenir" transmis que les Kaliñas conservent, par delà les décennies, de ces événements. Beaucoup tombèrent malades, leurs familles ne furent souvent pas même averties de leur sort. En cette année commémorative de la découverte des nouveaux mondes, voilà une exposition décapante ! Elle renvoie à la réalité de ce que furent les expositions coloniales, les exploitations colonialistes, les sombres contacts des cultures.

F.L.

Musée national des Arts et Traditions populaires, 6 avenue du Mahatma-Gandhi, 75016 Paris. Jusqu'au 4 janvier, sauf le mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.
☎ 44.17.60.00

talents et consciences d'Europe

Barbara Hendricks, Vladimir Jankélévitch, Doisneau, Dubcek, l'abbé Pierre et tant d'autres. Cent onze portraits photographiques de personnalités réunis à l'Arche de la Fraternité. Le lien entre elles ? L'humanisme !
Jaydie Puttermann et Rosalynde Lesur ont, durant trois ans, photographié des "talents et consciences de l'Europe". Cette encourageante image du vieux continent dit, mieux que tout discours, l'espoir. Et comme c'est vraiment la générosité, la fraternité et la force de conviction qui sont ici exposées, les bénéfices de l'exposition iront aux chiffonniers d'Emmaüs.

F.L.

28/10 → 29/11, tous les jours de 9 h à 18 h. Parvis de La Défense. ☎ 49.07.26.26

... EN BREF...

■ Henri Matisse exposé à New York. Ses plus belles œuvres, venues du monde entier, vont être accrochées au Moma, le temple de l'art moderne dont le snack est transformé en "café français" par Andrée Puttman. Rétrospective des films de Jean-Luc Godard au Metropolitan Museum où sont présentés les trésors du Musée de Lille. Représentations du superbe spectacle d'Ariane Mnouchkine, "Les Atrides", "événement de la décennie" selon la presse américaine. L'automne new-yorkais est français. De quoi populariser notre culture et montrer à cette société ultralibérale que l'aide publique à l'art peut se conjuguer avec liberté et créativité.

au bonheur des cinéphiles



Festivals et rétrospectives se multiplient.
A la Cinémathèque française (1) jusqu'au 3/11, première rétrospective Satyajit Ray. Dès son premier film, "Pather Panchali" (1955), S. Ray connaît le succès. Dans "Le Salon de musique"(1958) et "Les Joueurs d'échec"(1978), il recrée les splendeurs d'un monde passé. Dans toute son œuvre, jusqu'à "Agantuk" (1991), comptent la vérité et l'harmonie.
A la Galerie nationale du Jeu de paume (2) jusqu'au 8/11 : "Cinémas d'Israël". Une cinquantaine de films, pour la plupart inédits : documentaires, cinéma d'auteur et cinéma de la nouvelle génération.
Du 3 au 11/11, à Orléans : 1ère Biennale du cinéma japonais (3), présentée par Nagisa Oshima. Films d'histoire à Rueil-Malmaison ,cinéma italien à Annecy, méditerranéen à Montpellier et à Bastia, et européen à La Baule.

C.P.

☎ (1) 47.04.24.24 ; (2) 47.03.12.50 ; (3) 38.62.45.68.

C'EST DANS LA POCHE !

Produits exacerbés d'une époque marquée par deux guerres mondiales, creuset d'esprits visionnaires, d'angoisses existentielles, ce que Picasso fut à la peinture, d'autres le furent à la philosophie. Une philosophie un rien surréaliste, où le langage s'utilise comme une arme pour exorciser la faiblesse de l'homme. Trois livres. Un recueil d'articles de Michel Leiris, véritable kaléidoscope social du chercheur ès humanité. Raymond Roussel, vu par Michel Foucault, un voyage au seuil de la folie instaurée en mode de pensée. Et Michel Foucault, à son tour décortiqué dans ses structures mentales, ô combien structurées.
MICHEL LEIRIS, ***"Zébrage"***, 280 P. (inédit).
MICHEL FOUCAULT, ***"Raymond Roussel"***, 210 P.
HUBERT DREYFUS ET PAUL RABINOW, ***"Michel Foucault, un parcours philosophique"***, 366 P.
FOLIO/ESSAIS.

Un autre penseur vu par un autre penseur. Stefan Zweig raconte Montaigne. Simple, court, incisif.
STEFAN ZWEIG, ***"Montaigne"***, 126 P., PUF/QUADRIGE.

Pensée encore, expurgée d'empirisme, recherche méticuleuse sur les interactions de la science, de la politique, de l'économie. Un livre remarquable d'un auteur parfois contesté mais incontestablement un grand sociologue.
MAX WEBER, ***"Essais sur la théorie de la science"***, 480 P., PRESSES POCKET.

Dans un genre plus pragmatique, au cœur d'une actualité évolutive, un outil pour cerner la montée des nationalismes dans l'ex-URSS. Démarche épidémique ou endémique ?
HÉLENE CARRERE D'ENCAUSSE, ***"La Gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique"***, 470 P. (NOUVELLE ÉDITION AUGMENTÉE), LE LIVRE DE POCHE.

Le chef-d'œuvre d'un monstre sacré dans une collection illustrée et abondamment commentée. Indispensable.
VICTOR HUGO, ***"Les Misérables"***, 3 TOMES, 616 P., 620 P., 450 P., PRESSES POCKET/LIRE ET VOIR LES CLASSIQUES.

Un bol d'air, quand on aime Proust tout en le trouvant un poil trop... ou pas assez. Le quotidien -de 16 à 34 ans- d'un homme qui avait la migraine et payait sa blanchisseuse, comme vous et moi.
MARCEL PROUST, ***"Correspondance avec sa mère"***, 320 P., 10/18.

De la parole à l'écriture, il n'y a qu'un pas. Un pas de géant franchi par ce héraut de la culture africaine, toute d'oralité. Un roman dépouillé et grandiose, à l'image de l'Afrique.
AMADOU HAMPATÉ BA, ***"Amkoullel, l'enfant peul"***, 536 P., ACTES SUD/BABEL.

Une saga cairote hors du temps. Des générations maudites qui se bousculent à grands traits lapidaires et répétitifs comme les versets du Coran ou les chants des derviches en toile de fond.
NAGHIB MAHFOUZ, ***"La Chanson des gueux"***, 532 P., FOLIO.

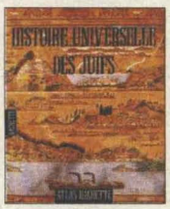
Et le huitième jour... Devinez ! Ou lisez.
ELLERY QUEEN, ***"Et le huitième jour..."***, 222 P., J'AI LU.

V.G.

post-scriptum

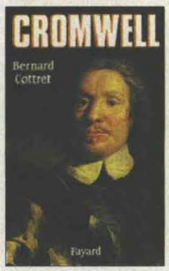


"Histoire universelle des Juifs"



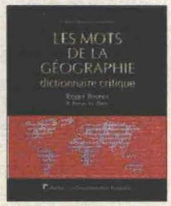
Ce livre s'intitule "Histoire des Juifs" avec un J majuscule, prévient Elie Barnavi, qui a dirigé le travail d'une centaine de spécialistes, car c'est l'histoire d'un peuple, non d'une confession, que nous avons voulu faire." Le lecteur jugera si ce remarquable ouvrage a complètement échappé au judéocentrisme, le travers commun aux histoires nationales.
Il reste que cet atlas historique contient une extraordinaire quantité d'informations. 140 doubles pages thématiques balayent l'histoire du peuple d'Israël, de la Genèse à la fin du XXe siècle, chacune avec texte, chronologie, carte(s), illustration(s). Réalisation réussie notamment pour l'iconographie. Enfin, et surtout, sa lecture s'adresse aussi bien au spécialiste qu'au profane.
Hachette, 304 p., 395 F.

BERNARD COTTRET
"Cromwell"



Cromwell est synonyme d'énigme. Surtout pour un Français. Nous tentons, depuis Victor Hugo, un parallèle avec Bonaparte. Mais, Cromwell, lui, a écarté la tentation du trône et sa psychologie est bien plus complexe que celle du Petit Caporal.
En demêlant l'étonnant parcours du futur Lord Protector, Bernard Cottret n'échappe pas à une réflexion sur les ressorts du pouvoir et de l'action. Plongée dans un pays -l'Angleterre- qui se trouve à la croisée des chemins entre Réforme et Révolution. Cromwell : un intermédiaire culturel et historique.
Fayard, 562 p., 160 F.

ROGER BRUNET
"Les Mots de la géographie"



Il n'existait pas encore de grand dictionnaire de la géographie. Cependant, comme toute science, la géographie possède sa terminologie, ses conventions et, pour les non-avertis, ses hermétismes. Or, en ce moment, elle bouge et se diversifie ; elle est devenue présente à tous et son vocabulaire entre dans la vie de tous les jours.
Sous la direction de Roger Brunet et dans la collection Reclus qui fait le bonheur de tous les géographes, voici donc un dictionnaire de plus de 2.700 mots s'appliquant à l'espace et à son étude : technique et concepts, idées ou allusions : de thalweg à écologie, de paysage à ovalie...
Documentation française, 474 p., 120 F.

"Guide Mont-Blanc des prix littéraires"



On peut recenser, en France, près de 1.500 prix ou concours littéraires : une spécialité hexagonale qui fait partie de notre patrimoine. Tous ces prix ne sont pas aussi richement dotés que le Nobel, qui vaut 6 millions de F à son bénéficiaire. Mais chacun apporte une certaine parcelle de gloire à ses lauréats.
Voici la liste de tous ces prix (historique, coordonnées), l'index thématique, la liste des lauréats pour les principaux, l'index du montant des prix -dix d'entre eux garantissent plus de 100.000 F. Le classement par département et la liste des jurés de chaque prix : on apprend -avec surprise- que certains jurés appartiennent à plus de vingt ou trente jurys ! Profession : juré...
Cherche-Midi, 340 p., 110 F.



DONIZETTI
"Lucie de Lamermoor"



Donizetti a composé quelque soixante-dix opéras en moins de trente ans. De tous, "Lucia de Lamermoor" a été, dès la création (1835), le favori du public. De grands airs, du grand chant et pas seulement pour l'héroïne, soprano coloratur. "Lucia" est l'apogée du bel canto romantique.
Depuis Maria Callas (et Joan Sutherland), les chanteuses qui affrontent le rôle-titre savent à quelle comparaison elles s'exposent. Edita Gruberova, dans ce nouvel enregistrement dirigé par Richard Bonynge, est tout simplement très belle : style, aigu et caractérisation. Schicoff en Edgardo est excellent, évidemment. Recommandé.
Teldec, 2 CD, 72306, 2 h 23', env. 250 F.

BORODINE
"Œuvres pour orchestre"



Au commencement, Alexandre Borodine (1833-1887) était ingénieur chimiste. Mais Moussorgski et Balakirev, qui comptaient parmi ses amis, l'entraînèrent dans le mouvement national de renaissance musicale russe, par réaction à la tyrannie italienne (lyrique) et germanique (symphonique).
Ses trois symphonies, insuffisamment connues, sont de plain-pied avec le monde légendaire russe. Références populaires, évocations historiques, coloris orchestraux appuyés sur les cuivres : Borodine est l'archétype de la musique russe du XIXe siècle. Avec, ici, les danses du "Prince Igor", "Dans les steppes de l'Asie centrale" et la "Petite Suite". Orchestre symphonique de Goteborg, dir. Neeme Järvi.
Deutsche Gramophone,
2 CD, 2 h 27' 59", env. 250 F.

KEITH JARRETT
"Vienna concert"



Du silence qui précède la première note à celui qui se fait avant les premiers bravos, des geignements du pianiste aux bruits des pédales que choquent ses chaussures, ce disque est une splendeur de musicalité. Certes, la chose n'est guère nouvelle venant de Keith Jarrett. Mais, une fois de plus, on se laisse prendre au piège de ce surdoué de l'improvisation solo qui, jadis, réjouissait déjà avec les références discographiques que sont devenus "Köln concert" ou "Facing you".
Jazz ? Classique ? Musique contemporaine ? Schmilblick ? Quel genre de musique est-ce donc ? Point d'estampillage, au diable les étiquettes ! C'est beau, un point c'est tout. Keith Jarrett se produira en un récital unique le 25 octobre à la salle Pleyel. Immanquable.
ECM/Polygram, 481..437, 67' 56", env. 135 F.

PETER GABRIEL
"Us"



Funk rock martelant avec "Digging in the dirt", world music enluminée à l'indo-arabica, "Fourteen black paintings" ou ballades pianistiques aux accents de Randy Newman : "Washing of the water", en fait, le nouvel album de Peter Gabriel, s'il est tout à fait plaisant, n'innove guère. Après tout, pourquoi changer une formule qui a du succès ?
L'auteur de "So" et de "Passion", la BOF de "La Dernière Tentation du Christ" livre ici une sorte de synthèse de son parcours musical qui débuta, il y a plus de vingt ans, avec Genesis. Si ces derniers semblent tourner en rond avec leur rock pachydermique de supermarché, Gabriel a, lui, la faculté de puiser dans les musiques de Doudou N'Diaye Rose, Youssou N'Dour ou de Shankar pour initier notre oreille à des sons venus d'ailleurs et nous faire rêver.
Realworld/Virgin PGCD 7h, 57' 51", 130 F.

CINEMA

"Les Nuits fauves"

Un pavé dans la mare du cinéma français qui avait tendance à s'endormir. Le voilà réveillé, en pleine nuit, par des fêtes branchées, des amours indécises mais mouvementées et l'irruption du désir et de la sensualité. Seul le rythme compte. Un rythme trépidant. En voiture, on roule à 150 à l'heure, en boîte, on danse le hard rock, bref, ça bouge dans tous les sens. D'où un tournage très mobile, caméra à l'épaule, et des gros plans pour saisir les émotions sur les visages.
Pendant un certain temps assistant de Maurice Pialat, écrivain, musicien, chanteur, auteur du roman dont est tiré le film, Cyril Collard, 34 ans, est, pour son premier film, réalisateur et acteur principal. Séropositif depuis 7 ou 8 ans, il fut l'un des premiers, en France, à dire publiquement qu'il était atteint par ce fléau.
Avec ses deux partenaires, Cyril Collard (Jean) forme un trio d'une vérité saisissante. Romane Bohringer (Laura) est une amoureuse passionnée et émouvante, tour à tour légère, grave et violente, et Carlos Lopez (Samy), un jeune homo aux passions plus que troubles.
Pour Jean, personnage en partie autobiographique, la question du péché ne se pose pas, seule compte cette course contre la montre entre la vie et la mort.
Il ne nie pas le caractère épouvantable du sida, simplement, il a choisi de vivre. De vivre sa bisexualité. L'arrivée de Samy, entre Laura et lui, provoque une crise, comme dans un trio classique, sauf qu'ici ce sont les deux garçons qui ont une relation intime.
Mais, pour Laura, l'amour est plus fort que tout, plus fort que la mort, plus fort que le sida.

C.P.

▼ *Cyril Collard et Romane Bohringer.*



PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Vanda Gervasio (poches)
Françoise Lorrain (enquêtes)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

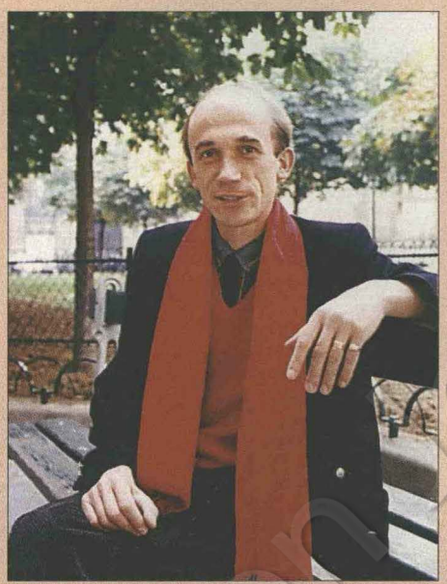
RICARDO MONTSERRAT

Aujourd'hui, il enseigne dans une école maternelle parisienne. Hier, il créait la première section socialiste sous la dictature chilienne. Ces jours-ci, Ricardo Montserrat publie son premier roman en français.

Il était une fois un créateur symphonique, auteur, animateur, éditeur, metteur en scène... D'où vient cette boulimie créative ?
C'est au Chili que j'ai vraiment eu envie d'écrire, pour des raisons évidentes. Avec un groupe de jeunes intellectuels, je suis devenu tour à tour auteur, metteur en scène, producteur, éditeur, tous les maillons du circuit de la culture parallèle d'opposition. J'ai monté une quarantaine de spectacles, publié cinq livres. Quand je suis rentré en France, j'ai eu envie de faire une pause. C'est alors que j'ai commencé à écrire ce cycle romanesque, dont le premier livre vient de sortir.

Mais vous avez aussi animé des ateliers d'écriture...
En Bretagne, je suis intervenu dans ces ateliers en tant qu'écrivain. J'ai essayé d'apporter mon expérience dans le domaine de l'écriture engagée, peut-être un peu oublié en France. Pourtant, les mots ont un pouvoir tel qu'on les interdit dans de nombreux pays. Les mots peuvent changer le monde ! J'ai obtenu une bourse du Centre national des lettres et une résidence d'écriture à Tréguier où, à côté de mes travaux personnels, j'ai travaillé avec des personnes très âgées en hôpital gériatrique.
Il s'est agi d'un travail de reconstruction de la personne à travers l'écriture. L'idée de départ était que ces femmes de 90, 95 ans et plus, ont survécu à des histoires parfois terribles parce qu'elles ont en elles quelque chose qu'elles-mêmes ne soupçonnaient plus. A travers leurs histoires, écrites à deux mains, elles se sont aperçues qu'elles avaient été et étaient toujours quelqu'un de magnifique, d'unique. J'ai aussi animé une expérience dans une petite bourgade. Là, nous sommes allés jusqu'à l'écriture d'un roman. Ce fut l'expérience inoubliable d'un petit village anonyme qui devient célèbre par un roman écrit par ses enfants. On retrouve dans toutes ces activités le même fil conducteur : l'écriture comme révélateur.

Peut-on vous définir comme un romancier qui enseigne, ou un instit qui écrit ?
Pendant dix ans, en Amérique latine, j'ai davantage été animateur culturel qu'enseignant. En France, j'ai repris un poste d'instituteur. Dans une classe, je sers d'accoucheur, de détonateur à des personnalités. Je suis celui qui allume les désirs. L'écrivain est un peu sorcier. J'ai écrit "La Périlleuse Mémoire"(1) et le roman suivant, qui annonce la mort du dictateur, en me disant que, si l'intéressé le lisait, il en crèverait. En assassinant son image, j'essaye d'assassiner l'ordre odieux de la dictature pour qu'il ne recommence plus.



Les mots ont un pouvoir tel qu'on les interdit dans de nombreux pays. Car, les mots peuvent changer le monde.

Pourquoi n'avoir pas pris un pseudonyme ?
Cela serait un contresens, toutes mes activités se tiennent. Je sais ce que je veux dire, ce que je veux faire, je sais qui est l'ennemi et je le désigne clairement ; mais l'angle exact par lequel on le fera tomber reste à trouver, alors je cherche dans tous les domaines, le théâtre, le roman, l'animation, l'enseignement. Je finirai bien par trouver les mots qui sont les bons, ceux qui bouleversent, irréversiblement.

L'intellectuel engagé pose-t-il un peu sac à terre en retrouvant la France ?
Je n'ai pas vécu en France ces dix dernières années, j'ai donc une vision très optimiste de ce qui se passe ici. Moi, j'étais du côté noir, du côté du chaos. Dans mes romans et dans mes pièces, je montre des systèmes qui veulent encadrer le monde, comme si on voulait lui faire perdre sa couleur, le réduire au noir et blanc. Mais le monde, et surtout le tiers monde, sont vivants, et cela finit par exploser, malgré la peur. Les autocrates redoutent la faculté d'invention et d'imagination des gens. Le totalitarisme régimente, parfois violemment, parfois insidieusement. Il faut savoir le détecter quelle que soit sa forme. J'en reviens à mes petits vieux, on leur retire l'autonomie, c'est-à-dire le désir, le désir de vivre, de se laver, d'être avec les autres, de continuer.

La vigilance ne s'impose peut-être pas avec la même exigence ici ?
L'intellectuel se rend compte de ce qui se passe sous la plaque d'égout qu'on a posée pour empêcher les rats de sortir. En France, on se contente de regarder ce qu'il y a à l'intérieur de soi, l'écrivain latino-américain regarde davantage autour de lui. Or, ici, il peut se passer la même chose que là-bas, il peut y avoir tout d'un coup un débordement, un déraillement.

La première section socialiste au Chili, c'était vous aussi ?
C'est une drôle d'histoire ! L'idée n'était pas tant de créer une section socialiste, c'était plutôt une provocation. C'était la volonté, dans un pays où le socialisme était officiellement mort, de trouver une structure autour de laquelle l'opposition de gauche pourrait se retrouver. Nous avons donc, symboliquement, créé cette section qui n'était constituée à l'origine que de cinq personnes.

Etes-vous Espagnol, Français ou Chilien ?
Mes parents sont Espagnols, ils n'ont jamais voulu prendre la nationalité française. Moi, je suis Français, d'origine espagnole. Je suis Français de culture. Mes parents sont sortis de la guerre sans rien, et c'est vraiment la culture qui nous a sauvés de la misère. Il n'y avait pas grand-chose à la maison, sinon des livres. J'ai trouvé en Amérique latine un pays où je reprenais le combat que mon père avait perdu en 1936. Je suis devenu, pendant un temps, plus Chilien que Français. Je me sens plus à l'aise dans un pays chaotique. J'aime les pays où l'on crée le monde de demain. J'aime la vie, j'ai appris davantage à l'aimer là où elle est en danger.

Le roman, est-ce encore un acte militant ?
Je continue un combat hérité de mes parents qui, eux-mêmes, le tenaient de mes grands-parents. Je choisis les armes qui me semblent les plus efficaces. L'écrivain est avant tout subversif, c'est celui qui bouscule l'ordre du monde en bouleversant celui des mots et des images. Si je n'avais rien à dire, je me tairais, mais j'ai vu, j'ai vécu, j'ai été témoin. Ce combat contre l'ennemi protéiforme est ma véritable passion.

Propos recueillis par F.L.

(1) "La Périlleuse Mémoire de Tito Perrochet", L'Harmattan, 176 p., 90 F.

Ministère
Education nationale
Culture Communication



ET SI ON PARLAIT DU PLAISIR D'ENSEIGNER ?

Inscrivez-vous avant le 12 novembre aux concours de recrutement des professeurs des collèges et des lycées.

Renseignez-vous par minitel 3615 code EDUTEL rubrique Profession Professeur



PROFESSION PROFESSEUR

UN BEAU METIER, UN GRAND METIER.

Col. Fondation Jean Jaurès